

juin 2019

La ruée sur la mer Rouge : la dimension militaire des enjeux et la stratégie des nouveaux acteurs

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

HICHAM MOURAD ET AMIRAL PATRICK HÉBRARD

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1 – UNE SITUATION REGIONALE COMPLIQUEE	5
1.1 – Les enjeux maritimes	5
1.2 – La rive africaine de la mer Rouge	6
A.– L'Égypte	7
B.– Le Soudan	9
C.– L'Érythrée	10
D.– L'Éthiopie	11
E.– Djibouti	13
F.– La Somalie	15
1.3 – La rive asiatique de la mer Rouge	16
A.– L'Arabie saoudite	16
B.– Les EAU	19
C.– Le Qatar	22
D.– La Turquie	25
E.– Oman	26
F.– Le Yémen	27
2 – ENGOUEMENT INTERNATIONAL	35
A.– La Chine	35
B.– Les États-Unis	38
C.– La Russie	42
D.– L'Inde	45
E.– Le Japon	47
F.– L'Union européenne	47
G.– La France	49
CONCLUSION	54
ANNEXE 1 CARTE DES INTERETS GEOSTRATEGIQUES DE LA MER ROUGE	55
ANNEXE 2 CARTE DES INFLUENCES EXTERIEURES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE	56

La ruée sur la mer Rouge : la dimension militaire des enjeux et la stratégie des nouveaux acteurs

INTRODUCTION

Le sud de la mer Rouge, et son extension vers le golfe d'Aden, est au centre d'une lutte pour la puissance et l'influence. Mues par des raisons et des intérêts divers, puissances régionales aussi bien que mondiales sont engagées dans une course à la prépondérance sur sa côte asiatique, au Yémen, ainsi que sur sa rive africaine, du Soudan à la Somalie. Au centre de cette zone, à l'entrée sud de la mer Rouge, le détroit de Bab-el-Mandeb situé entre le Yémen, Djibouti et l'Érythrée, contrôle le passage entre l'océan Indien, le golfe d'Aden et la mer Méditerranée via le canal de Suez. Plus de 40 % du trafic mondial empruntent cette voie maritime, et environ 5 millions de barils de brut et de produits pétroliers raffinés y transitent chaque jour. Cette région a doublé d'importance ces dernières années en raison de plusieurs facteurs : le développement depuis 2008 du phénomène de la piraterie au large des côtes somaliennes, menaçant la navigation des navires marchands ; le déclenchement en 2014 de la guerre civile au Yémen avec l'intervention de plusieurs acteurs régionaux, l'implantation de groupes terroristes, comme Al-Chabab en Somalie et Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), qui a élu domicile au Yémen, profitant de l'instabilité et du vide politique créés par le conflit armé.

I – Une situation régionale compliquée

I.1 – Les enjeux maritimes

Depuis son élargissement, le canal de Suez connaît un trafic en augmentation avec des navires de 240 000 tpl, pouvant emporter jusqu'à 18 000 conteneurs. En 2018, plus de 18 000 navires l'ont emprunté transportant 1 milliard de tonnes de marchandises, soit une augmentation de 8,2 % par rapport à 2017 : 22 % des conteneurs transportés par voie maritime dans le monde passent par le canal de Suez. Le commerce Extrême-Orient – Europe représente les trois quarts du trafic. La zone du canal est également devenue un important pôle de transbordement, avec des terminaux russes et chinois à Port Saïd. La mer Rouge et le Canal de Suez sont un passage stratégique pour le commerce des trois continents qu'ils relient.

Les quelques attaques contre des navires de guerre ou marchands autour de Bab-el-Mandeb ont mis en évidence les risques pour le trafic commercial et mobilisé la communauté internationale face à ce danger. Les *Best Maritime Practice* (BMP) diffusées par l'OMI recommandaient un passage de Bab-el-Mandeb pendant la nuit. La prise de contrôle des îles yéménites et des ports érythréens par la coalition a permis d'assurer à nouveau la liberté de navigation.

La croissance économique de l'Éthiopie, les intérêts croissants des pays d'Asie pour le pétrole du Sud Soudan et l'Afrique, et le conflit au Yémen ont réveillé l'intérêt de plusieurs pays pour les ports de la mer Rouge et du golfe d'Aden. La lutte oppose principalement les deux grands gestionnaires portuaires que sont l'émirati DP World et le chinois CMG.

Enclavée, avec une croissance économique proche de 10 % par an, l'Éthiopie a besoin de débouchés maritimes pour son commerce et de ne pas dépendre uniquement du port de Djibouti. La paix signée avec l'Érythrée¹ ouvre à nouveau la voie vers Massawa et Assab, et des accords pour l'utilisation de Port Soudan et Berbera permettent de diversifier les options.

Djibouti, de son côté, cherche à devenir un hub régional en développant, avec la Chine, ses infrastructures à Doraleh pour les conteneurs, Tadjoura pour le phosphate et Damerjog pour les hydrocarbures. Le principal investisseur dans ces projets est la compagnie chinoise China Merchant Group (CMG). Dans quelques années, Djibouti subira la

¹ Alain Gascon, « Blitzkrieg pour la paix : la réconciliation Éthiopie-Érythrée », *Politique Étrangère*, n° 4/2018, pp. 147-158, Armand Colin.

concurrence du port de Lamu, au Kenya, également développé par la Chine. Mais son avantage est d'être aussi un hub des télécommunications transcontinentales par câbles sous-marins et d'héberger la première base militaire outremer chinoise.

L'Égypte possède la Marine la plus importante de la région avec une capacité amphibie dotée de deux BPC, 9 frégates (France, États-Unis, Chine), 4 sous-marins (Allemagne), 7 corvettes, des chasseurs de mines et une quarantaine de patrouilleurs, répartis entre la Méditerranée et la mer Rouge. Les capacités des autres Marines de la région sont plus limitées. Israël ne déploie que quelques patrouilleurs à Eilat. L'Iran ne dispose que de quelques sous-marins et d'une importante flottille de plus de 200 patrouilleurs dont le domaine d'action est essentiellement le golfe Persique et le détroit d'Ormuz. Cette Marine côtière est complétée par une panoplie de missiles d'origine chinoise, russe ou nationale dont la portée annoncée atteint 2 000 km. L'Arabie saoudite dispose de 7 frégates en mer Rouge et de quelques corvettes et patrouilleurs dans le golfe. Ryad compte investir 20 milliards de dollars, d'ici 2030, dans le renforcement de sa flotte de l'est, face à l'Iran avec l'achat de 5 corvettes en Espagne, de 4 LCS aux États-Unis et de patrouilleurs en France. Tous les autres pays disposent au maximum de quelques corvettes et de patrouilleurs.

1.2 – La rive africaine de la mer Rouge

Longue de 1 900 km, d'une largeur maximale de 300 km et d'une superficie de 450 000 km², la mer Rouge a une profondeur moyenne de 500 mètres. Elle est reliée, au sud, au golfe d'Aden par le détroit de Bab-el-Mandeb, large de 25 km entre l'île de Périm et la côte de Djibouti, et se termine au nord par les golfes de Suez et d'Aqaba. L'ouverture du canal de Suez, en 1869, assure sa jonction avec la Méditerranée.

Cette mer semi-fermée est bordée par huit pays : l'Égypte, le Soudan, l'Érythrée et Djibouti à l'ouest, Israël, la Jordanie, l'Arabie saoudite et le Yémen à l'est. Le littoral offre peu de sites favorables à l'installation de ports², ce qui explique qu'ils soient convoités et fassent aujourd'hui l'objet d'une véritable compétition entre les pays pour s'y implanter. Les îles ont fait l'objet de revendications qui ne sont pas toutes éteintes, en dépit des jugements des Cours internationales, comme les Hanish entre l'Érythrée et le Yémen.

Les relations régionales sont marquées par les alliances entre les pays arabes et par l'influence de pays voisins extérieurs à la zone – Arabie saoudite, Égypte et les EAU d'une part, la Turquie et le Qatar, en relation avec l'Iran, de l'autre, dont les objectifs stratégiques s'opposent ou s'affrontent sur deux dossiers majeurs – les relations avec

² Suez, Sokhna et Port Safaga en Égypte, Port-Soudan, Massawa et Assab en Érythrée, Djibouti, Duba, Yanbu, Djeddah et Jizan en Arabie saoudite, Hodeïda au Yémen.

l'État d'Israël et la situation au Yémen et dans la Corne de l'Afrique. La richesse des pays du Golfe, peu peuplés, côtoie l'extrême pauvreté d'autres pays de la région, ouverts aux alliances avec les plus offrants. L'évolution du monde arabe, secoué depuis des décennies par des guerres répétées, des crises internes et la montée du terrorisme, constitue une toile de fond importante et une difficulté pour les dirigeants qu'il faut prendre en compte. L'influence de l'Union africaine (UA) reste limitée et le groupement régional de sept pays, l'IGAD, est fragilisé par les crises entre les pays membres.

A.- L'Égypte

L'Égypte est un acteur stratégique en mer Rouge à la fois par sa position géographique – elle contrôle l'accès entre la Méditerranée et la mer Rouge –, par son poids démographique – c'est le pays le plus peuplé de la région avec l'Éthiopie –, et par son histoire et son influence intellectuelle. Le pays tire ses principales ressources de quatre activités³ – le canal de Suez (5 milliards de dollars), le tourisme (12 milliards de dollars par an avant 2011, tombés à 4,4 milliards de dollars en 2016), les transferts de ses ressortissants à l'étranger, essentiellement dans les pays du Golfe, (18 milliards de dollars en moyenne depuis 2012) et les ventes d'hydrocarbures (6,5 milliards de dollars) en augmentation sensible avec le lancement de la production du champ offshore de Zohr. Le nouveau canal de Suez, ouvert en 2015, a permis de doubler le trafic journalier et d'augmenter la taille des navires l'utilisant à 240 000 tpl.

Pour développer le Sinaï, l'Égypte a entrepris de grands travaux. Quatre tunnels doivent relier Port Saïd à la zone économique développée à l'est, en passant sous le canal de Suez. Un projet de pont doit permettre de relier le Sinaï avec l'Arabie saoudite et la Jordanie avec pour objectif de multiplier les échanges.

Mais l'Égypte, c'est d'abord le Nil. Les relations avec ses proches voisins que traverse ce fleuve nourricier sont essentielles. Le projet de barrage de la Renaissance⁴ en Éthiopie est une source d'inquiétude au Caire et à Khartoum. Les deux pays n'ont toujours pas signé l'accord de coopération du Bassin du Nil, une initiative lancée en 1999 et qui regroupe 10 pays⁵ dont les bassins versants rejoignent celui du Nil. Cet accord est prévu pour remplacer celui de 1929, décidé par les Britanniques, devenu objectivement obsolète. Si le Nil est vital pour l'Égypte et le Soudan, le barrage est essentiel pour l'Éthiopie qui souffre d'un déficit d'énergie électrique. Des études d'impact ont été lancées en 2015, et le président égyptien Al-Sissi a accepté la création d'un comité scientifique tripartite en mai 2018, pour étudier les possibilités de limiter les conséquences

³ Source : Ambassade de France au Caire.

⁴ Le barrage situé près de la frontière avec le Soudan, dont la construction a débuté en 2012, devrait produire 6 000 MW.

⁵ Burundi, RDC, Égypte, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Soudan du sud, Soudan, Tanzanie et Ouganda.

par des mesures alternatives et en développant une intégration économique entre les trois pays.

Le second sujet d'importance, pour l'Égypte et pour la région, concerne les relations avec Israël et la Palestine. Le Caire avait combattu le Hamas après la destitution de Mohamed Morsi en 2013. Bien que les relations entre les deux pays ne soient toujours pas normalisées et que les sentiments anti-israéliens restent majoritaires au sein de la population, une coopération étroite existe entre les deux pays en matière de renseignement et de sécurité pour lutter contre les jihadistes dans le Sinaï. Israël accepte les déploiements de l'armée égyptienne dans le Sinaï pour lutter contre les terroristes. En 2017, l'Égypte avait consulté Israël avant le transfert de deux îles inhabitées, Tiran et Sanafir, qui gardent l'entrée du golfe d'Aqaba, à l'Arabie saoudite contre une aide financière substantielle. Bien qu'aucune paix n'ait été signée entre Israël et l'Arabie saoudite et que le détroit de Tiran, soit la seule porte d'accès à Eilat, Tel-Aviv avait donné son accord. Israël n'a pas réagi, non plus, à la vente de missiles S-300 par la Russie à l'Égypte.

La troisième préoccupation concerne l'évolution de la Libye, où l'Égypte avec ses alliés et la Russie soutiennent le maréchal Haftar. Elle s'oppose en cela à la Turquie et au Qatar. L'aviation égyptienne a mené des raids aériens contre les islamistes.

Un second cercle de relations internationales concerne l'Europe, les États-Unis, la Turquie, l'Iran et les BRICS. Les relations avec l'Europe sont bonnes et un forum de dialogue existe à travers le processus de Barcelone. Les États-Unis sont satisfaits des relations entre l'Égypte, Israël et l'Arabie saoudite et de leur participation à la lutte anti-terroriste et aux négociations sur le processus de paix israélo-palestinien. L'administration Trump a renoué avec le président Abdel Fattah Al-Sissi et repris les aides gelées par le président Obama après le coup d'État militaire de 2013. Les relations avec la Russie se sont considérablement renforcées ces dernières années, les deux pays partagent des positions communes sur plusieurs dossiers internationaux. La Russie va construire une centrale nucléaire en Égypte et les deux présidents ont signé un accord de coopération stratégique en octobre 2018. Avec la Chine, l'Égypte a signé un « partenariat stratégique intégral », en décembre 2014, qui comprend une participation égyptienne aux Routes de la soie et la concrétisation de nombreux projets d'investissements. En contrepartie, l'Égypte a accepté de renvoyer en Chine des étudiants ouïghours présents sur son territoire.

Avec l'Iran, les relations diplomatiques sont rompues. Le Caire a annoncé qu'il soutiendrait les pays du Golfe en cas d'attaque. Avec la Turquie, la lutte sans merci d'Al-Sissi contre les Frères musulmans a créé un fossé entre Le Caire et Ankara difficile à combler. De plus, la politique internationale d'Erdoğan rivalise avec la primauté égyptienne dans le monde arabe. Sur la Syrie, l'Égypte s'est démarquée de ses alliés sunnites

et des Occidentaux et a renoué avec Damas, dès 2014, soutenant ainsi les positions de la Russie.

Au Yémen, l'Égypte fait partie de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite depuis 2015 et soutient le président Hadi. Elle a installé le Commandement de la Flotte du sud à Port Safaga et déployé 4 navires dans la zone de Bab-el-Mandeb. Mais ses engagements militaires sont restés limités et ont surtout concerné la liberté de navigation qui menaçait l'activité du canal de Suez. Tout en affirmant que « *We categorically refuse that Yemen turns into a foothold of influence for non-Arab powers or a platform to threaten security and stability of sisterly Arab countries or freedom of navigation in the Red Sea and Bab Al Mandab* »⁶ lors de la visite du président Hadi au Caire, le président Al-Sissi appelle à une solution politique du conflit avec l'engagement des Nations unies. L'Égypte annonce également avoir accueilli près de 7 000 réfugiés yéménites.

En novembre 2018, le gouvernement égyptien a annoncé travailler sur une Stratégie de sécurité en mer Rouge⁷, avec l'idée de constituer une entité politique capable de discuter avec les grandes puissances et de créer une coopération entre les pays de la région capable d'assurer la sécurité de la navigation et de contrer d'éventuelles menaces en mer Rouge.

B.– Le Soudan

Longtemps déchiré par la guerre au Darfour, suivie d'une guerre civile qui a abouti à la sécession du sud du pays et à la création du Soudan du Sud, le Soudan reste un pays dont l'économie repose sur l'élevage et l'exportation de pétrole. Le Soudan entretient la guerre civile qui se poursuit au Soudan du Sud, malgré plusieurs tentatives de réconciliation. En dépit de la sécession du Sud qui le prive d'une partie des champs pétroliers, il bénéficie toujours du tracé de l'oléoduc vers Port Soudan qui lui assure des rentrées financières. Mais la baisse de ces revenus provoque actuellement des manifestations dans l'ensemble du pays qui ont mené à la destitution du Président Omar el-Béchir. Ces ressources pourraient être aussi menacées par les projets concurrents d'oléoduc vers l'Éthiopie et Djibouti ou vers le port de Lamu au Kenya, construit par la Chine.

Le Soudan a passé un accord avec la Turquie pour la construction et l'utilisation d'un port sur l'île de Suakin, une ancienne possession de l'empire ottoman, qui servirait aussi pour le transport des pèlerins vers La Mecque. Une partie du financement serait fournie par le Qatar. Cette décision inquiète l'Égypte et l'Arabie saoudite, ce d'autant plus que le Soudan accueille les Frères musulmans égyptiens que la Turquie soutient.

⁶ « Egypt voices concern over Red Sea security after Houthi attack » – Reuters – August 13, 2018.

⁷ « The proposed Egyptian strategy to achieve the security of the Red sea through international and regional changes » – *Middle East Monitor* – November 12, 2018.

Cela s'ajoute au contentieux sur le triangle d'Halayeb, passé sous contrôle égyptien en 1992, où des exploitations pétrolières vont avoir lieu. Il paraît donc difficile de voir s'établir des relations de confiance, pourtant nécessaires pour gérer le cours du Nil, avec un dirigeant connu pour avoir accueilli des terroristes par le passé tels que Ousama ben Laden, le groupe Jama'a al Islamiyya ou Carlos.

Le Soudan a annoncé sa participation à l'opération *Decisive Storm* au Yémen et renvoyé l'ambassadeur iranien en 2016. Le Soudan s'est aussi montré favorable à la construction du barrage sur le Nil par l'Éthiopie. En réalité, ces rapprochements avec l'Arabie saoudite et les EAU sont motivés par des besoins financiers et par l'espoir de voir le pays retiré de la liste des États terroristes.

La Chine entretient des liens avec les deux Soudan dont elle est le principal acheteur de pétrole. Elle a déployé au Soudan, puis au Soudan du Sud, son premier contingent de Casques bleus, en 2005, au sein de la Mission des Nations-Unies au Soudan (MINUS), devenue la Mission des Nations-Unies au Soudan du Sud (MINUSS) en 2011. Elle a été renforcée, en 2011, par la FISNUA (Force intérimaire de sécurité des Nations-Unies pour Abiyé), chargée de protéger la zone pétrolière sous commandement éthiopien.

C.- L'Érythrée

Colonie italienne pendant 60 ans, l'Érythrée a été fédérée à l'Éthiopie par une décision de l'ONU en 1952, puis annexée en 1962, provoquant la montée d'une guerre d'indépendance qui a abouti à ses fins en mai 1993. Le conflit avait repris ensuite avec l'Éthiopie sur le tracé de la frontière entre les deux pays. Les accords d'Alger, signés en 2000, ont mis fin aux combats et provoqué le déploiement des casques bleus de la Mission des Nations-Unies entre l'Éthiopie et l'Érythrée (MINUEE), chargée de surveiller la cessation des hostilités. À la fin de l'intervention de la MINUEE, en 2008, le différend entre les deux pays s'est poursuivi à travers le conflit somalien.

Le président Isaias Afwerki, en place depuis l'indépendance, a instauré un régime dictatorial considéré comme « le plus sanglant d'Afrique »⁸ et est souvent condamné par la communauté internationale. Un service militaire obligatoire et sans limite de durée, des camps de détention où la torture est couramment pratiquée, l'interdiction des partis politiques, l'absence de libertés et une situation de quasi-esclavage ont provoqué une émigration de 12 % de sa population, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), et conduit à un désastre économique.

En janvier 2009, l'incursion de l'armée érythréenne au nord du territoire de Djibouti, pour un différend frontalier, a été condamnée par le Conseil de sécurité des Nations

⁸ *Le Nouvel Observateur* – J.P. Mari – 22 janvier 2012.

unies⁹ qui a exigé le retrait des troupes érythréennes. Cette décision a été suivie, en décembre 2009, d'un renforcement des sanctions¹⁰ mettant en place un embargo sur l'armement et gelant les actifs financiers de l'Érythrée pour condamner son soutien aux groupes islamistes d'Al-Shebab en Somalie et le non-retrait de ses unités du territoire de Djibouti. La médiation du Qatar, en 2010, aboutit à un accord avec la mise en place d'un contingent qatari de 450 hommes dans la zone contestée, jusqu'à la résolution du problème territorial. Le départ inopiné du contingent qatari, en juin 2017, lié à la crise avec l'Arabie saoudite et au rapprochement de l'Érythrée avec Ryad, n'a pas provoqué d'incident.

Il fut un temps où l'Érythrée soutenait les rebelles Houthis et leur permettait de bénéficier du soutien logistique de l'Iran via les ports d'Assab et de Massawa. L'entrée dans le conflit de la Coalition arabe et les pressions de l'Arabie saoudite et des EAU ont modifié l'attitude d'Asmara. Le roi Salman se serait personnellement rendu en Érythrée pour finaliser le partenariat. « *En échange de l'accès à son port, les Émirats et l'Arabie saoudite ont aidé le pays à moderniser son réseau électrique. Il a aussi reçu d'autres aides, notamment sous forme de pétrole* »¹¹. À la suite du départ des forces émiraties de Djibouti, le 28 avril 2015, l'Érythrée signait, le lendemain, un accord de sécurité et de partenariat militaire avec les pays du Golfe, incluant l'utilisation du port d'Assab et de la piste d'aviation de 3 500 mètres, à proximité, et ce pour un bail de 30 ans.

Occupant une position stratégique, l'Érythrée est sollicitée par plusieurs pays du Moyen-Orient. Israël voudrait disposer d'un point d'appui naval et d'une station d'écoute sur les îles érythréennes. L'Égypte négocierait l'utilisation d'une base avancée à Nora sur l'île Dahlak et des forces égyptiennes seraient en Érythrée pour les opérations au Yémen, ce que Le Caire dément. Mais cela lui permettrait aussi de contrebalancer la présence turque à Suakin.

D.– L'Éthiopie

Siège de l'Union africaine (UA), fière d'être l'un des berceaux de l'humanité et d'avoir conservé son indépendance et sa souveraineté, l'Éthiopie connaît une forte croissance économique ces dernières années, portée par ses relations avec la Chine, après des décennies de guerre, de troubles internes et de famines. L'indépendance de l'Érythrée a privé l'Éthiopie de tout accès à la mer. Elle ne dispose, depuis, que du port de Djibouti pour son commerce maritime.

⁹ Résolution 1862.

¹⁰ Résolution 1907.

¹¹ Taimur Khan – Arab Gulf Studies Institute Washington DC.

L'élection d'Abiy Ahmed au poste de Premier ministre, en avril 2018, a permis de reprendre les négociations avec son homologue érythréen jusque-là bloquées par l'hostilité entre son prédécesseur Meles Zenawi, un Tigréen, et le président Isaias Afwerki. Fils d'un musulman oromo et d'une mère chrétienne de l'ethnie amhara, Abiy Ahmed a fait ses études aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Il a entrepris de transformer le régime marxiste en une démocratie libérale et d'œuvrer à la pacification de la région, avec l'appui des Émirats et de l'Arabie saoudite et la bienveillance des États-Unis.

Signes de ce changement, trois événements importants ont eu lieu en peu de temps dans la Corne de l'Afrique en 2018 : la réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée, en juillet, qui a abouti à la signature d'un accord de paix à Djeddah, le 16 septembre ; la signature d'un accord tripartite de coopération entre l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie le 7 septembre qui s'est manifesté dès le lendemain par la normalisation des relations de l'Érythrée avec Djibouti ; et la levée de l'embargo sur les armes et des sanctions contre l'Érythrée, décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 11 novembre 2018.

Même si les aides saoudienne et émirienne ont encouragé le Premier ministre éthiopien à accélérer la réconciliation avec Asmara, Abiy Ahmed avait des raisons autres que l'assistance économique dont son pays a cruellement besoin, pour mettre fin à l'état de guerre avec son voisin érythréen. Depuis son arrivée au pouvoir, il s'est lancé dans une vaste campagne de réformes internes et d'initiatives externes qui ont rendu indispensable la paix avec l'Érythrée. L'une des plus importantes de ces initiatives en politique étrangère est sa volonté de ressusciter la puissance maritime de l'Éthiopie. Il a déclaré le 1er juin 2018 : « *Nous devons construire notre force navale à l'avenir* »¹². Or, son pays ne disposant plus d'accès à la mer depuis 1993, il a dû démanteler sa flotte militaire. La reconstruction de celle-ci nécessite un accès à des ports étrangers sur la mer Rouge et donc la conclusion d'accords en ce sens avec des pays situés sur la côte est de l'Afrique.

Par ailleurs, l'accès aux ports commerciaux est une nécessité vitale pour l'Éthiopie. D'ores et déjà, trois postes frontières ont été rouverts entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et les accords prévoient l'ouverture des ports d'Assab et de Massawa aux entreprises éthiopiennes. Le premier navire commercial éthiopien a fait escale à Massawa début septembre 2018. DP World s'est positionné sur le port d'Assab. Les liaisons aériennes ont repris entre les deux capitales et les principales routes vont être refaites avec l'aide internationale, en particulier celle de l'Union européenne (UE). Mais les réactions

¹² Anthony Chibarirwe et Callum Wood, « Ethiopia-Eritrea Accord: Iran's Opportunity? », *The Trumpet*, September 2018, <https://www.thetrumpet.com/17564-ethiopia-eritrea-accord-irans-opportunity>

en Éthiopie ne sont pas toutes favorables, en particulier celles de la population du Tigré, région limitrophe de l'Érythrée, qui reste très hostile à la réconciliation.

Le développement rapide de l'économie éthiopienne, dont le PNB est passé de 8 milliards de dollars en 2000 à 83 milliards de dollars en 2018, avec un taux de croissance de 8 % la même année, était une autre raison incitant Addis-Abeba à faire la paix avec l'Érythrée. L'état de guerre avec cette dernière depuis 1998 a rendu la situation difficile pour le commerce extérieur éthiopien. Face à l'interdiction d'accès aux ports érythréens, l'Éthiopie s'est tournée vers le port, plus éloigné, de Djibouti, renchérissant ses échanges commerciaux.

Addis-Abeba dépend du port de Djibouti pour 95 % de ses échanges commerciaux. La croissance rapide de son commerce extérieur a rendu nécessaire la recherche d'autres points d'accès au monde extérieur et la réduction de sa dépendance vis-à-vis d'un seul port. Les coûts d'utilisation du port de Djibouti étant devenus excessifs (1 milliard de dollars par an), Addis-Abeba a poussé les Émirats à investir dans le port de Berbera, au Somaliland, projet dans lequel elle a pris 19 % des parts.

Bien que le pays ne dispose pas de matières premières, la Chine s'intéresse à l'Éthiopie depuis le début des années 1990. La présence du siège de l'UA, son poids démographique et une situation stratégique ont sans doute dicté son choix. La Chine est le premier investisseur direct en Éthiopie où elle finance des infrastructures et où les entreprises chinoises délocalisent une partie de leur production dans des zones industrielles qu'elle a contribué à créer, en particulier dans le textile. La Chine a accepté de restructurer le remboursement de la dette éthiopienne qui s'élève à 13 milliards de dollars.

L'autre dossier qu'Abiy Ahmed doit mener à bien est celui du Grand barrage de la Renaissance qui inquiète l'Égypte. L'Arabie saoudite, nouveau soutien d'Addis-Abeba, sera certainement vigilante sur le fait que ce barrage, dont la mise en service a été repoussée à 2022, ne pénalise pas la ressource en eau de son allié traditionnel. Le Premier ministre a rompu le contrat avec le conglomérat éthiopien Metal and Engineering Corporation (METEC) dans l'incapacité de faire démarrer les premières turbines et impliqué dans des affaires de corruption, et fait appel à la société française GE Hydro pour le remplacer.

E.- Djibouti

Petite enclave de 23 000 km² entre la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée, ancien territoire français des Afars et des Issas, Djibouti tire parti de sa position stratégique offrant un havre portuaire et permettant de contrôler l'accès à la mer Rouge. Protégé, depuis son indépendance en 1977, par une présence militaire française, réduite à 1 450 hommes en 2009 avec l'ouverture de la base d'Abou Dhabi, Djibouti accueille aujourd'hui plu-

sieurs contingents étrangers qui se sont installés dans le cadre de la lutte contre la piraterie et le terrorisme : les États-Unis, en 2002, ont récupéré l'emprise du Camp Lemonnier pour y installer 4 200 hommes et opérer dans la Corne de l'Afrique au Yémen et en Somalie ; le Japon a ouvert une base en 2010, la première à l'étranger depuis la Seconde guerre mondiale, abritant 200 hommes ; l'Italie a une base de soutien près de la base française depuis 2012 ; et la Chine dispose d'une base navale dans le port de Djibouti depuis 2017 qui pourra accueillir jusqu'à 10 000 soldats, au grand dam des États-Unis. La France accueille aussi des détachements allemands et espagnols qui participent à la lutte contre la piraterie. Le Japon pourrait également accueillir des unités indiennes dans le cadre de l'accord de défense baptisé « *Acquisition and cross-servicing agreement* » en cours de négociation, en échange d'escales possibles dans les îles d'Andaman et Nicobar.

Djibouti s'efforce de maintenir un équilibre dans ses relations avec les pays de la région. Il fait partie de la Coalition islamique antiterroriste créée par l'Arabie saoudite avec laquelle il a signé une coopération stratégique en matière de sécurité, en 2016, et un accord de coopération militaire en 2017. La mise à disposition d'une base sur la côte a été évoquée à plusieurs reprises, sans concrétisation jusqu'à présent.

Lorsqu'en 2015, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite avait envisagé utiliser Djibouti comme base pour ses opérations militaires au Yémen, elle s'est heurtée à l'opposition d'Omar Guelleh. Le pays est, en effet, partagé en raison des liens étroits et très anciens qu'il a avec le Yémen, dont il a accueilli de nombreux réfugiés.

Le différend a conduit à une rupture avec les EAU : en avril 2015, le consulat des EAU à Djibouti a été fermé et en février 2018, la gestion du port a été retirée à l'entreprise émirienne DP World, résiliant unilatéralement le contrat qui les liait depuis 2004. Djibouti souhaitait développer le port de Doraleh qui nécessitait l'accord de DP World. La société s'est opposée à ces nouveaux investissements alors qu'elle s'installait à Berbera. En 2014, Djibouti a fait appel à une société chinoise, China Merchants Group pour la construction du port de Doraleh (DMP¹³), permettant d'accueillir des navires de 15 mètres de tirant d'eau, et, en 2018, a nationalisé les actifs de DP World. L'affaire a été portée devant la Cour internationale d'arbitrage de Londres qui a donné raison à DP World, sentence que Djibouti conteste. Le président Guelleh y voit l'action de son principal opposant, Abdourahman Boreh, en exil à Dubaï et que les Émirats refusent d'extrader.

La situation peut paraître compliquée, également, avec la Turquie avec laquelle Djibouti a de bonnes relations et qui a construit la plus grande mosquée d'Afrique de l'est au cœur de la ville, alors que Djibouti s'oppose résolument aux Frères musulmans.

¹³ Doraleh Multi-purpose Port.

Avec l'Éthiopie, Djibouti entretient des relations étroites qui se sont renforcées lors de sa séparation avec l'Érythrée qui prive Addis-Abeba d'accès à la mer. La voie ferrée entre Djibouti et la capitale éthiopienne, modernisée par la Chine en janvier 2017¹⁴, permet d'acheminer entre 80 et 95 % (selon les sources) des échanges commerciaux de l'Éthiopie, via le port de Djibouti qui bénéficie aussi de la forte croissance économique de son voisin.

Les deux pays ont eu à s'opposer à l'agressivité de leur voisin érythréen depuis sa création. Après le retrait du bataillon qatari de la zone de Ras Doumeira, Djibouti a sollicité l'aide de l'Éthiopie et depuis juin 2017, des soldats éthiopiens sont installés dans le district de Tadjourah, sur le territoire de la République de Djibouti. Une normalisation des relations est en cours depuis la visite du ministre érythréen des Affaires étrangères à Djibouti en septembre 2018 qui a suivi la réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et la création d'un Comité tripartite commun avec la Somalie pour la résolution des crises.

Malgré l'attraction que lui confère sa position stratégique, Djibouti est confronté à plusieurs défis politiques et économiques. La proximité des bases américaine et chinoise, sur son territoire, risque de s'avérer de plus en plus difficile à gérer si la tension s'accroît entre les deux pays. Sur le plan économique, le port représente 76 % de son PIB. Il repose, à 80 %, sur le trafic commercial de l'Éthiopie, certes en forte croissance, mais qui va être concurrencé, dans un proche avenir, par le port de Berbera, géré par DP World, avec lequel l'Éthiopie compte assurer 30 % de son trafic et par la réouverture des ports érythréens. L'arrivée de la Chine a permis la réalisation de nouvelles infrastructures qui ont provoqué une hausse importante de la dette publique. Selon *Chine Magazine*¹⁵, elle serait passée de 50 % du PIB en 2014 à 85 % en 2017 et s'élèverait à 1,3 milliard de dollars envers la Chine.

F.– La Somalie

Depuis la chute du régime de Siad Barre en 1991, la Somalie a sombré dans l'anarchie et la guerre des clans. Le Somaliland a décrété son indépendance en 1991, et le Puntland a pris son autonomie en 1998, mais ces deux entités ne sont pas reconnues par la communauté internationale. Les groupes terroristes d'Al-Chabab, se revendiquant d'Al-Qaïda, ont pris le contrôle du sud du pays. La piraterie qui menaçait le trafic maritime a été jugulée grâce à l'intervention des principales puissances maritimes. Depuis 2012, un gouvernement reconnu par la communauté internationale siège à Mogadiscio, mais sa capacité d'action est limitée. Après des succès initiaux, le déploiement de la

¹⁴ Pour un coût de 3,4 milliards de dollars, dont un prêt sur 15 ans de 70 % du montant de la banque chinoise Exim dans le cadre des Routes de la soie, que les deux pays doivent maintenant rembourser (*Le Monde Afrique* – 7 octobre 2016).

¹⁵ *Chine Magazine* – « Djibouti doit plus d'1 milliard d'euros à la Chine » – 5 juillet 2018.

Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) marque le pas et les pays participants réduisent leurs effectifs.

Les tensions restent vives entre le gouvernement de Mogadiscio et les États dissidents et sont exacerbées par la division entre pays musulmans, Arabie saoudite et EAU d'une part, Turquie et Qatar de l'autre, et leur ingérence dans les affaires somaliennes. Les quatre pays accordent chacun une aide financière importante et une aide militaire au gouvernement de Mogadiscio en contrepartie d'un soutien à leur politique régionale.

La décision des EAU d'investir dans les ports de Berbera et de Bossasso sans l'accord du gouvernement a été très mal perçue à Mogadiscio et a conduit à geler les relations entre les deux pays. L'accord tripartite entre la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée a renforcé la position de l'Arabie saoudite et des EAU qui l'ont soutenu et provoqué l'ouverture de discussions entre Mogadiscio et le Somaliland.

Les relations avec la Turquie, présente à Mogadiscio depuis 2011, se sont compliquées également après le refus de la Somalie de condamner le meurtre de Kashoggi.

1.3 – La rive asiatique de la mer Rouge

A.– L'Arabie saoudite

Djeddah, la ville portuaire saoudienne sur la mer Rouge, a accueilli le 16 septembre 2018, en présence du roi Salman, la signature d'un accord de paix « historique » entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Ces deux pays de la Corne de l'Afrique étaient en situation de « guerre froide » depuis 20 ans, en raison d'un contentieux frontalier qui avait dégénéré en guerre meurtrière entre 1998 et 2000. Un accord sur le règlement de ce litige, signé à Alger en juin 2000, est resté lettre morte. Mais dans une annonce surprise, le nouveau Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, en poste depuis avril 2018, a annoncé en juin de la même année qu'il était disposé à l'appliquer. Depuis, les événements se sont accélérés jusqu'à la signature solennelle de l'accord de Djeddah, qui entérine les engagements pris par les Éthiopiens en l'an 2000. Il est établi que les EAU, en coordination avec les Saoudiens, ont joué un rôle majeur pour pousser Addis-Abeba à régler son litige frontalier avec Asmara¹⁶. En guise de reconnaissance, le Premier ministre éthiopien et le président érythréen, Isaias Afwerki, ont choisi l'Arabie saoudite, le chef de file des monarchies du Golfe, pour sceller leur réconciliation.

¹⁶ [Taimur Khan](https://agsiw.org/ethiopia-eritrea-reconciliation-offers-glimpse-into-growing-uae-regional-influence/), « Ethiopia-Eritrea Reconciliation offers Glimpse into growing UAE regional influence », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 13 July 2018, <https://agsiw.org/ethiopia-eritrea-reconciliation-offers-glimpse-into-growing-uae-regional-influence/>. [Fateme Salehi](https://modern diplomacy.eu/2018/07/13/saudi-arabia-uae-footprint-in-eritrea-ethiopia-rapprochement/), « Saudi Arabia, UAE footprint in Eritrea-Ethiopia rapprochement », *Modern diplomacy*, 13 July 2018, <https://modern diplomacy.eu/2018/07/13/saudi-arabia-uae-footprint-in-eritrea-ethiopia-rapprochement/>.

Le regain de tension entre les États-Unis et l'Iran et la réimposition, ardemment souhaitée par Riyad, de sanctions américaines contre Téhéran ont poussé ce dernier à menacer d'interrompre le trafic pétrolier dans le golfe Persique, en bloquant le détroit d'Ormuz. Cette menace, récurrente d'ailleurs, a fait craindre à l'Arabie saoudite pour ses exportations pétrolières et l'a incité à chercher une alternative qu'elle a trouvée depuis des années dans l'acheminement, via oléoduc, d'une partie de ses exportations vers la mer Rouge, contournant ainsi le détroit d'Ormuz¹⁷.

Ainsi, la sécurisation des exportations pétrolières des pays du CCG vers l'Europe et les États-Unis explique en partie la ruée de Riyad et Abou Dhabi sur les pays du littoral occidental de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique, dans un contexte de désengagement américain du monde arabe et du Moyen-Orient depuis l'époque du président Barack Obama. Pour ce faire, les deux capitales – en coopération avec l'Égypte qui cherche à protéger ses revenus du Canal de Suez – s'emploient à sécuriser le détroit de Bab-el-Mandeb, à l'entrée sud de la mer Rouge, quatrième voie navigable la plus fréquentée au monde par laquelle transitent 19 000 navires transportant plus de 1,5 milliard de barils de pétrole par an en provenance de la région du Golfe¹⁸. Ce détroit se trouve entouré par deux guerres civiles, au Yémen à l'est et en Somalie à l'ouest. Celle en Somalie posait le danger désormais réduit de la piraterie, alors qu'au Yémen, les Houthis, soutenus par l'Iran, avaient menacé de bloquer le détroit si la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite poursuit son avancée vers le port stratégique yéménite de Hodeida, sur la mer Rouge, tenu par la rébellion¹⁹. En juillet 2018, l'Arabie saoudite a dû interrompre momentanément ses exportations pétrolières traversant le détroit de Bab-el-Mandeb à la suite de l'attaque par les Houthis de deux pétroliers saoudiens²⁰.

La guerre au Yémen explique en grande partie cet intérêt de Riyad et d'Abou Dhabi pour la région stratégique du sud de la mer Rouge, cruciale pour la réussite de leurs opérations militaires contre les Houthis et l'efficacité du blocus qu'imposent les pays de la coalition sur le littoral yéménite en vue d'empêcher le trafic d'armes en provenance de l'Iran, allié de la rébellion. C'est ainsi que l'Arabie saoudite a obtenu de Djibouti, depuis octobre 2015, l'utilisation du camp Lemonnier sur le golfe d'Aden pour soutenir ses opérations militaires au Yémen. Elle a annoncé en décembre 2016 qu'elle

¹⁷ [Amena Bakr](https://www.reuters.com/article/us-saudi-oil-hormuz/exclusive-saudi-readies-oil-line-to-counter-iran-hormuz-threat-idUSBRE85R0KT20120628) and [Daniel Fineren](https://www.reuters.com/article/us-saudi-oil-hormuz/exclusive-saudi-readies-oil-line-to-counter-iran-hormuz-threat-idUSBRE85R0KT20120628), « Exclusive : Saudi readies oil line to counter Iran Hormuz threat », Reuters, 28 June 2012, <https://www.reuters.com/article/us-saudi-oil-hormuz/exclusive-saudi-readies-oil-line-to-counter-iran-hormuz-threat-idUSBRE85R0KT20120628>

¹⁸ Jimmy Drennan, « The gate of tears: Interests, options, and strategy in the Bab-el-Mandeb strait », *Center for International Maritime Security*, 30 January 2018, <http://cimsec.org/gate-tears-interests-options-strategy-bab-el-mandeb-strait/35351>

¹⁹ Le 14 mai 2019, les Nations unies ont confirmé que les Houthis avaient remis à des garde-côtes le contrôle du port conformément à l'accord inter-yéménite signé en décembre 2018 en Suède.

²⁰ Jimmy Drennan, « The gate of tears: Interests, options, and strategy in the Bab-el-Mandeb strait », *Center for International Maritime Security*, 30 January 2018, <http://cimsec.org/gate-tears-interests-options-strategy-bab-el-mandeb-strait/35351>

transformera le camp en une véritable base militaire. La liberté de navigation et le contrôle des détroits sont devenus des priorités stratégiques qui impliquent d'œuvrer au retrait de l'Iran des pays riverains de la mer Rouge. Le Soudan et l'Érythrée ont accepté de coopérer, le premier en renvoyant l'ambassadeur d'Iran et en fournissant un contingent à l'opération *Decisive Storm*, le second en fermant la représentation houthie à Asmara et en proposant l'accès à des bases sur son territoire. Pour récompenser Khartoum de sa décision de rompre avec Téhéran, Riyad dépose la même année un milliard de dollars à la banque centrale du Soudan. Au-delà des incitations financières, l'Arabie saoudite s'est engagée à aider le Soudan à sortir de son isolement diplomatique. Dans ce cadre, elle a œuvré, sans succès, pour mettre fin à la mise en accusation par la Cour pénale internationale (CPI) du président soudanais, Omar Hassan Al-Béchir, pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour²¹. Riyad s'est de même servi de sa puissance financière pour renforcer ses liens bilatéraux avec Djibouti et la Somalie qui ont également rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran en janvier 2016, à la suite de l'attaque contre l'ambassade saoudienne à Téhéran. Le jour même de l'annonce par Mogadiscio de la rupture de ses rapports avec Téhéran, Riyad annonce 50 millions de dollars d'aide à la Somalie.

La coalition contre les Houthis a été l'occasion de compter ses soutiens, même si la participation de certains pays est restée limitée. Elle aura permis de disposer de bases dans les pays environnants – les EAU à Berbera et à Assad – et de s'assurer de la neutralité bienveillante, moyennant finances, de Djibouti et du Soudan.

En décembre 2018, l'Arabie saoudite a réuni les représentants de six autres pays riverains²² de la mer Rouge pour créer une alliance économique et politique baptisée « l'Organisation de la mer Rouge et du Golfe d'Aden ». Cette organisation aura pour but de protéger la navigation dans le Golfe d'Aden et la mer Rouge, ainsi que de développer l'économie des pays de la région. Jusqu'à présent les différentes tentatives de création d'un projet régional – la Force arabe unie, l'Alliance arabe ou encore l'Alliance islamique – n'ont guère abouti et les commentaires des différentes capitales sont plutôt réservés²³. Un exercice baptisé « Vague rouge » a néanmoins été organisé en janvier 2019, réunissant les marines de 6 pays. Il faut aussi noter l'absence de l'Érythrée au sein de cette organisation.

Dans la partie nord, l'Arabie saoudite bénéficie de l'alliance avec l'Égypte et de relations de plus en plus affichées avec Israël. Le Prince héritier Mohammed ben Salman (MBS) y a lancé un projet gigantesque, baptisé NEOM, une ville qui s'étendrait sur 26 500 km² au bord de la mer Rouge et du détroit de Tiran. Créée en plein désert,

²¹ Gerald Feierstein et Craig Greathead, « The Fight for Africa, The New Focus of the Saudi-Iranian Rivalry », *Policy Focus 2017-2*, Middle East Institute, September 2017, p. 2.

²² Égypte, Djibouti, Jordanie, Yémen, Somalie et Soudan.

²³ Al Ahram – Ahmad Eleiba – 9 janvier 2019.

NEOM devrait bénéficier des technologies les plus innovantes. Alimentée par des énergies renouvelables dotées de système de stockage, cette ville devrait révolutionner l'urbanisme, les cultures en zones arides et la connectivité des résidents pour un coût affiché de 500 milliards de dollars.

L'affaire Khashoggi, bien qu'elle n'ait pas remis en cause le soutien du président Trump, a fortement terni l'image de l'Arabie saoudite, en particulier dans certains pays européens comme l'Allemagne, où le Bundestag a suspendu les livraisons d'armements avec des conséquences sur le conflit en cours au Yémen, où la violence des bombardements de la Coalition est critiquée. Ryad est aussi conscient que cette affaire risque de porter atteinte au projet NEOM et de nuire à sa politique d'influence dans la région.

B.– Les EAU

Petit pays du Golfe persique qui rassemble sept émirats, les EAU doivent leur richesse aux ressources pétrolières et gazières, mais aussi à une utilisation intelligente de leur manne pétrolière qu'ils ont investie dans d'autres secteurs d'activité tels que les infrastructures portuaires. Avec une population composée à 90 % d'étrangers²⁴ (dont 25 000 Français), le pays est ouvert à la coopération internationale et a développé d'excellentes relations diplomatiques et commerciales avec de nombreux pays. L'islam n'est pas traité comme une doctrine d'État qui dicte la politique intérieure. Sur le plan régional, ils sont très proches de l'Égypte et fournissent une aide financière importante au Pakistan, avec lequel ils ont toujours eu de bonnes relations diplomatiques, tout en ayant une très forte communauté d'origine indienne. Les EAU ont signé des traités de défense et de coopération militaire avec la France et les États-Unis, qui lui ont fourni aide et matériels militaires. Selon les termes de ce traité, la France s'engage à protéger les EAU en cas d'atteinte à leur souveraineté nationale et dispose d'une base militaire à Abou Dhabi. Au niveau commercial, ce sont le Royaume-Uni et l'Allemagne qui représentent les plus gros marchés d'exportation pour les Émirats.

Depuis 2015, les relations entre les EAU et Israël se sont également considérablement améliorées, comme en témoigne la volonté du CCG de permettre l'ouverture d'un bureau commercial israélien à Abou Dhabi.

Trois problèmes sont au centre des préoccupations des pays du CCG : la peur de la politique iranienne, le maintien de monarchies absolues et leur opposition inconditionnelle aux Frères musulmans, ainsi que la nécessité de leur sécurité individuelle et collective renforcée par le soutien des États-Unis. Les EAU et l'Iran se disputent la souveraineté de plusieurs îlots dans le golfe Persique, mais de nombreux Iraniens sont installés à Dubaï et les deux pays continuent de coopérer sur le plan économique. Depuis

²⁴ 9,6 millions d'habitants dont 8,6 millions d'étrangers (57% d'Asie du sud) – Source : World Population Review.

qu'ils ont renforcé les sanctions à l'égard de l'Iran, les États-Unis exercent une pression sur leurs alliés du Golfe pour qu'ils cessent leurs relations. Le secteur bancaire, en particulier, a été contraint de cesser les échanges avec leurs homologues iraniens.

En matière de politique régionale, les EAU se sont alignés sur l'Arabie saoudite. Membre de la Coalition arabe, ils interviennent au Yémen depuis 2015. En froid avec Djibouti, ils ont signé un accord de sécurité et de partenariat militaire avec l'Érythrée, incluant l'utilisation de bases sur son territoire. Les EAU ont obtenu de pouvoir disposer pour leurs besoins militaires d'une partie du port d'Assab depuis septembre 2015 et de la piste d'aviation de 3 500 mètres, située à proximité, avec un bail de 30 ans, pour y déployer des Mirage 2000, des hélicoptères et des avions de transport. Les Émiratis, via la société Dubaï Ports World (DP World), ont également signé en mai 2016 une concession de 30 ans avec le gouvernement du Somaliland, un État auto-proclamé qui faisait partie de la Somalie, pour l'usage et le développement du port de Berbera sur le golfe d'Aden, qu'ils entendent utiliser dans le soutien aérien aux opérations militaires au Yémen. Les EAU ont annoncé à cet effet un plan d'investissement de 442 millions de dollars pour développer le port situé dans la partie occidentale des côtes du Somaliland. Ils ont promis d'autres investissements pour la construction du « Corridor de Berbera », une route reliant le port à l'Éthiopie²⁵ (Cf. Carte 2). Une autre société appartenant à Dubaï Ports World, P & O Ports, a signé en avril 2018 avec le gouvernement de Puntland un contrat de 30 ans pour l'utilisation et le développement du port de Bosaso, situé à l'est des côtes de cet État fédéral somalien sur le golfe d'Aden. Le contrat prévoit une contribution financière de 336 millions de dollars pour agrandir et moderniser le port.

Avec DP World, les Émirats possèdent le 3^{ème} opérateur portuaire mondial gérant 78 ports dans 40 pays. La société représente 14,9 % du PIB des Émirats hors pétrole. Dans la région, ils ont la gestion de Berbera, de Djeddah et de Sokhna (Égypte) et négocient la possibilité d'ouvrir des terminaux à Assab et Massawa pour l'Éthiopie, ainsi qu'à Bossasso (Puntland), Merca et Kismayo. Cette politique du « collier de perles » vise aussi à contrôler le golfe d'Aden et le détroit de Bab-el-Mandeb.

La guerre du Yémen offre aux EAU la possibilité d'étendre leur influence dans le golfe d'Aden et la Corne de l'Afrique. Ils ont commencé par investir les ports yéménites du sud du pays et l'île de Périm à l'entrée de la mer Rouge. Leur faible population les oblige à avoir recours à des mercenaires. La perte de 45 militaires dans une opération près de Sanaa, en 2018, a été durement ressentie.

²⁵ « Somaliland hopes UE, UK will help fund \$90 million Berbera Corridor project », *The National*, 27 octobre 2018, <http://www.thenational-somaliland.com/2018/10/27/somaliland-hopes-eu-uk-will-help-fund-90-million-berbera-corridor-project/>

Sur le terrain, face aux Houthis, la coopération entre les forces alliées de la coalition est parfois mise à rude épreuve. Des accrochages ont eu lieu entre les rebelles sécessionnistes du sud, soutenus par les EAU, et les forces du gouvernement Hadi protégé par Ryad, lors de la reprise d'Aden en janvier 2018. Les EAU reprochent à Hadi son soutien aux Frères musulmans yéménites. Leur différend concerne aussi la présence émiratie à Socotra. Située à l'entrée du golfe d'Aden, cette île appartient au Yémen. Sa position stratégique entre deux États faillis, le Yémen et la Somalie, en fait un objectif de choix pour les groupes terroristes et les pirates. La coalition a bien perçu le danger d'une mainmise houthie et de l'Iran sur cette île isolée. En avril 2018, les forces émiraties ont investi l'île avec quelques chars et des avions de combat, provoquant une vive protestation du gouvernement yéménite de Hadi, pourtant son allié. En réalité, les Émiriens étaient déjà intervenus en novembre 2015, pour venir en aide aux populations de l'île après le passage du cyclone Chapala – une opération humanitaire appréciée de la population, mais qui semble s'être transformée en une présence prolongée. Inquiet d'une mainmise des Émiriens sur l'île, le gouvernement yéménite s'est adressé aux Saoudiens en leur demandant d'intervenir et d'arbitrer leur différend. Ayant convenu d'un accord avec les responsables yéménites, les Saoudiens ont débarqué à Socotra, le 13 mai 2018, avec des soldats yéménites qu'ils comptent entraîner sur l'île. Il est difficile de savoir si les éléments émiriens sensés se retirer sont effectivement partis. Il est même vraisemblable que les deux contingents soient désormais présents, avec des ambitions concurrentes. Se pose la question de savoir si les EAU souhaitent un Yémen unifié ou à nouveau divisé²⁶. Les relations nouées avec les sécessionnistes du sud laissent penser qu'ils soutiennent cette seconde option au grand dam du président Hadi qui s'en est plaint auprès des Saoudiens, sans réaction de la part de ces derniers.

Les EAU et l'Arabie saoudite investissent actuellement massivement dans l'agriculture dans la Corne de l'Afrique, notamment au Soudan et Éthiopie, deux pays disposant de larges terres cultivables. Se trouvant dans l'incapacité de subvenir à leurs propres besoins alimentaires sur le plan intérieur et ne voulant plus continuer à compter sur les importations de produits alimentaires, l'Arabie saoudite et les EAU, ainsi que d'ailleurs d'autres monarchies arabes du Golfe, ont massivement investi dans l'achat de terres pour la production agricole dans leur région voisine. Selon la Chambre de commerce de l'émirat de Dubaï (EAU), les investissements agricoles en Afrique des membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, EAU, Koweït, Qatar, Bahreïn, Oman) se sont élevés à plus de 30 milliards de dollars entre 2004 et 2014. En Arabie saoudite, l'initiative de l'ancien roi Abdallah en faveur des investissements agricoles

²⁶ « Strategic considerations of the UAE's role in Yemen » – Abdulwahab Al-Qassab – Arab Center Washington DC – March 9, 2018.

saoudiens à l'étranger a joué un rôle clé dans la promotion d'accords entre investisseurs saoudiens et propriétaires terriens au Soudan et en Éthiopie.²⁷

En juin 2018, le prince héritier des EAU, Mohamed Bin Zayed Al-Nahyan, s'est rendu à Addis-Abeba, pour une visite sans précédent. Il y a annoncé le dépôt de 1 milliard de dollars à la banque centrale éthiopienne pour soutenir les réserves en devises étrangères du pays et l'injection d'investissement de deux milliards de dollars dans les secteurs du tourisme, de l'énergie renouvelable et de l'agriculture. Les EAU et l'Arabie saoudite envisagent d'accroître leurs investissements dans le secteur agricole éthiopien, qui emploie 85 % de la population active. L'Éthiopie, qui dispose d'excédent d'eau, possède de vastes terres arables, dont seulement un quart est cultivé. Abou Dhabi a d'autre part annoncé son intention de construire un oléoduc reliant la capitale éthiopienne au port érythréen d'Assab²⁸. L'Éthiopie, pays enclavé depuis la sécession et l'indépendance de l'Érythrée en 1993, a commencé en juin 2018 à extraire du pétrole à titre expérimental de gisements situés dans le sud-est du pays. Elle aura besoin d'un accès aux ports érythréens pour pouvoir exporter sa production.

C.- Le Qatar

Puissance économique, grâce au gaz naturel dont il est le premier exportateur mondial, l'émirat du Qatar s'est progressivement isolé de ses voisins arabes dans le Golfe. En 2011, son soutien aux Printemps arabes et aux Frères musulmans, dont l'action a été largement retransmise par Al Jazeera, provoque des tensions avec l'Arabie saoudite et les EAU. En Libye, le Qatar soutient le gouvernement de Tripoli aux côtés de la Turquie et du Soudan contre celui de Tobrouk dirigé par le Maréchal Haftar et soutenu par l'Égypte, l'Arabie saoudite et les EAU. Ce dernier est également soutenu par la Russie.

L'autre facteur d'irritation des pays du Golfe tient aux relations qu'entretiennent le Qatar et l'Iran. La découverte par Shell, au début des années 1970, d'un immense champ de gaz naturel (North Field) dans le golfe, entre l'Iran et le Qatar, va conduire au rapprochement des deux pays pour exploiter ce patrimoine commun. Ce lien perdure encore.

Doha est aussi accusé de financer les groupes terroristes, ce que confirmait le président Macron dans un entretien au journal *Le Point*, à l'été 2017, évoquant aussi l'Arabie saoudite. Malgré les dénégations du Qatar, l'accueil réservé aux militants salafistes sur

²⁷ Conférence du 24 avril 2019 « Nouvelles grammaires de la recomposition de la Corne de l'Afrique : Enjeux et perspectives », organisée par Thinking Africa et The European Center for Peace in Horn of Africa.

²⁸ George Obulutsa et Maggie Fick, « UAE plans oil pipeline from Ethiopia to Eritrea in latest Horn of Africa move », Reuters, 10 August 2018.

son territoire, le soutien permanent aux Frères musulmans et l'orientation donnée aux informations régionales par la chaîne Al Jazeera ont contribué à accroître les soupçons.

Quinze jours après la visite officielle du président Trump en Arabie saoudite, visant à resserrer les liens entre les deux pays, Ryad, Bahreïn, l'Égypte et les EAU décidaient un embargo contre le Qatar, fermant les frontières terrestres et coupant les lignes maritimes et aériennes. La cessation du blocus était conditionnée par une liste de 13 revendications dont la fermeture d'Al Jazeera et l'alignement du Qatar sur la politique de Ryad. Le Qatar, de son côté, refuse de participer au Conseil de coopération du Golfe et prône la création d'une nouvelle structure moins inféodée à Ryad.

Un an après l'embargo, l'économie du Qatar ne paraissait pas avoir trop souffert, selon le FMI, avec une croissance maintenue à 2,1 % en 2017 et de 2,7 % en 2018. Il a souscrit l'option d'achat supplémentaire de 12 Rafales à la France, portant à 36 le nombre d'avions commandés et signant une nouvelle option pour 36 avions supplémentaires²⁹, fin 2017. Une partie des activités commerciales iraniennes a été transférée de Dubaï vers Doha.³⁰ Le 3 décembre 2018, le Qatar décidait de se retirer de l'OPEP.

Premier acteur parmi les monarchies arabes du Golfe à agir sur la côte ouest de la mer Rouge dans les années 2000, le Qatar a cherché à se positionner comme médiateur de choix dans les conflits de la région, accueillant à Doha les pourparlers de paix sur le Darfour au Soudan depuis 2008, puis en intercédant dans le contentieux frontalier entre l'Érythrée et Djibouti autour du Cap Douméra sur la mer Rouge. Il a maintenu une force de maintien de la paix dans cette région frontalière pour aider à trouver un règlement pacifique.

Outre leur volonté de chasser l'Iran de la région du sud de la mer Rouge, Riyad et Abou Dhabi cherchent à isoler diplomatiquement le Qatar, avec lequel ils sont en rupture diplomatique depuis juin 2017. Ils y ont réussi dans le cas de l'Érythrée, qui était proche de Doha et de Téhéran jusqu'en 2015. Asmara a changé de position en faveur de la coalition dirigée par les Saoudiens, la considérant comme une occasion de briser l'isolement du pays imposé par l'Éthiopie. En effet, Asmara recevait une aide de l'Iran et accordait des facilités à sa flotte militaire dans le port d'Assab, proche du détroit de Bab-el-Mandeb. De son côté, Doha déployait ses bons offices dans le conflit frontalier opposant l'Érythrée à Djibouti dans la région du cap Douméra sur la mer Rouge, où il gardait depuis juin 2010 une force de maintien de la paix de 450 militaires, en vue d'un règlement pacifique.

²⁹ « Le Qatar commande 12 Rafale supplémentaires » – Véronique Guillermand – *Le Figaro* – 7 décembre 2017.

³⁰ « Point sur les relations commerciales entre EAU/Iran et Qatar/Iran » – Thierry Coville – note FRS n°91 – Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel – 25 mars 2019.

Mais depuis le déclenchement de l'offensive contre les Houthis au Yémen et les tentatives de rapprochement déployées par les EAU en sa direction, Asmara rompt ses rapports avec Téhéran et autorise Abou Dhabi à utiliser le port d'Assab. Il expulse la mission des Houthis, établie de longue date dans la capitale érythréenne, et envoie 400 soldats pour participer à la guerre au Yémen aux côtés de l'Arabie saoudite et des EAU. Il se range aussi du côté des Saoudiens et des Émiriens dans leur conflit avec le Qatar, qui retire, en juin 2017, sa force de maintien de la paix du cap Douméra. L'Érythrée reçoit en retour une aide en pétrole et pour la modernisation de son réseau électrique.

La course à l'influence dans la Corne de l'Afrique entre le Qatar, d'un côté, l'Arabie saoudite et les EAU, de l'autre, s'est étendue à la Somalie qui longe des voies maritimes vitales au transport du pétrole, dans le golfe d'Aden. La Somalie se trouve divisée entre le gouvernement central à Mogadiscio, allié au Qatar et à la Turquie, et le Somaliland et le Puntland, proches des EAU et de l'Arabie saoudite. Cette dissension inter-somalienne est le résultat de la faiblesse du gouvernement central, incapable de contrôler l'ensemble du pays, ce qui a permis à la crise du Golfe, autour des politiques régionales du Qatar, de renforcer la fragmentation de la Somalie.

Depuis la rupture entre le Qatar et l'Arabie saoudite, les EAU, le Bahreïn et l'Égypte en juin 2017, les relations se sont renforcées entre Doha et Mogadiscio. Le président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed et le parlement à Mogadiscio s'opposent au rapprochement entre le Somaliland et le Puntland, d'une part, les EAU et l'Arabie saoudite, de l'autre, mais ne peuvent l'empêcher³¹. L'appui du gouvernement central au Qatar s'explique par le fait que Doha a financé la campagne électorale du président en 2017 et promis une aide de 385 millions de dollars pour la construction d'infrastructures, l'éducation et l'aide humanitaire.

En Somalie, l'action du Qatar s'aligne sur celle de la Turquie, qui s'est rangée du côté du Doha dans son litige avec l'Arabie saoudite, les EAU, le Bahreïn et l'Égypte. L'alliance des deux pays a été scellée par l'inauguration au Qatar en avril 2016 de la première base militaire turque au Moyen-Orient, signe du soutien d'Ankara à Doha contre l'isolement diplomatique imposé par les autres monarchies du Golfe³². Les deux pays agissent de concert dans la Corne de l'Afrique, comme dans d'autres régions. En

³¹ « UAE port deal with Somaliland stirs up trouble in the Horn », *The Institute for Security Studies* (ISS), 18 May 2018, https://issafrica.org/pscreport/situation-analysis/uae-port-deal-with-somaliland-stirs-up-trouble-in-the-horn?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=PSC_Report&utm_medium=email. Daniel Mumbere, « Somalia rejects Somaliland port deal with Ethiopia and UAE company », *Africa news*, 4 March 2018, <http://www.africanews.com/2018/03/04/somalia-rejects-somaliland-port-deal-with-ethiopia-and-uae-company/>. Fred Oluoch, « Somalia regions maintain UAE as ally amid diplomatic row over port deals », *The East African*, 12 May 2018, <https://www.theeastafrican.co.ke/news/ea/Somalia-regions-UAE-diplomacy/4552908-4558392-7d893u/index.html>

³² [Heather Murdock](#), « Turkey Opens First Mideast Military Base in Qatar », 10 May 2016, VOA, www.voanews.com/a/turkey-opens-first-middle-east-military-base-in-qatar/3323653.html

Somalie, leurs investissements se concentrent sur l'aide au président en exercice, notamment dans la capitale.

Cependant, la position géographique du Qatar et son alliance stratégique avec les États-Unis – le pays abrite le centre des opérations aériennes américaines à Al-Udeid – le conduisent à maintenir une attitude prudente vis-à-vis de l'Iran et à chercher à renforcer ses liens avec les États-Unis. L'affaire Khashoggi qui embarrasse Ryad et l'annonce d'un investissement de 20 milliards de dollars aux États-Unis y contribuent.

D.– La Turquie

En septembre 2017, la Turquie a ouvert sa plus grande base militaire à l'étranger à Mogadiscio, pour un coût de 50 millions de dollars. Plus de 10 000 soldats somaliens y sont formés par des officiers turcs. Un responsable turc a déclaré à l'occasion que cette base militaire répond à la priorité d'Ankara d'accroître les ventes d'armes « sur de nouveaux marchés »³³.

Le président Recep Tayyip Erdoğan est devenu ces dernières années un proche allié de la Somalie. Son gouvernement, qui a établi à Mogadiscio la plus grande ambassade turque à l'étranger, construit écoles, hôpitaux et infrastructures dans ce pays ruiné par la guerre et fournit aux Somaliens des bourses d'études en Turquie. Erdoğan s'est rendu à Mogadiscio à deux reprises et, lorsqu'il y a effectué son premier voyage en 2011, il est devenu le premier dirigeant non africain à se rendre dans ce pays déchiré par la guerre en 20 ans.

Lorsque le groupe islamiste radical Al-Shabab, soutenu par Al-Qaïda, s'est retiré de Mogadiscio en 2011, la Turquie a lancé des opérations de secours contre la famine dans le pays, ouvrant la voie à des projets qui en font aujourd'hui le plus grand investisseur étranger en Somalie. Signe de cette influence grandissante, le groupe turc Al-Bayrak gère depuis septembre 2014 le port de Mogadiscio, pour une durée de 20 ans. Le commerce entre les deux pays s'est développé rapidement. En 2010, les exportations turques vers la Somalie étaient de 5,1 millions de dollars. En 2017, elles ont atteint 123 millions de dollars. En six ans, la Turquie est passée de la vingtième à la cinquième place des pays fournisseurs de la Somalie.

La Turquie s'est également rapprochée du Soudan. À la suite de la levée des sanctions américaines sur ce pays en octobre 2017, Erdoğan a effectué la première visite d'un président turc à Khartoum en décembre de la même année. Son arrivée tombait à pic puisque le Soudan cherchait désespérément à attirer les investissements étrangers

³³ [Abdirahman Hussein](#) et [Orhan Coskun](#), « Turkey opens military base in Mogadishu to train Somali soldiers », Reuters, 30 September 2017, <https://www.reuters.com/article/us-somalia-turkey-military/turkey-opens-military-base-in-mogadishu-to-train-somali-soldiers-idUSKCN1C50JH>

après deux décennies d'embargo commercial et de sanctions économiques qui avaient coupé le pays du système financier mondial. Au cours de cette visite, les deux pays ont signé une série d'accords portant sur des investissements publics turcs pour la construction d'un nouvel aéroport à Khartoum et des investissements privés dans la culture du coton, la production d'électricité et la construction de silos et d'abattoirs. Les relations économiques entre la Turquie et le Soudan sont toutefois plus anciennes que la levée des sanctions américaines. En 2014, le Soudan a loué à la Turquie près de 780 000 kilomètres carrés de terres agricoles pendant 99 ans³⁴.

L'accord le plus important signé lors de la visite d'Erdoğan portait sur l'attribution temporaire de l'île de Suakin sur la mer Rouge à la Turquie. Celle-ci sera chargée de la reconstruire, y compris la création de terminaux pour l'usage et la maintenance des navires civils et militaires. L'usage, y compris militaire, que ferait la Turquie de l'île reste cependant indéfini. Sous l'Empire ottoman, Suakin était un important point de passage pour les musulmans se rendant des pays africains à La Mecque et à Médine pour accomplir leur pèlerinage, de même que pour les commerçants de l'Asie de l'Est vers l'Afrique et l'Europe. Comme en Somalie, l'action du Qatar au Soudan est alignée sur celle de la Turquie³⁵. Trois mois après la visite d'Erdoğan, Doha a signé un accord avec le gouvernement soudanais pour investir 4 milliards de dollars dans le développement et la gestion du port de Suakin. Le projet, qui devrait s'achever en 2020, est complémentaire du plan turc de construction d'une base navale dans l'île.

Dans le Golfe, la Turquie dispose d'une base navale au Qatar ainsi que d'un centre d'entraînement, depuis 2018. Le conseil national de sécurité turc a aussi planifié le déploiement de 60 000 militaires au Qatar dans le cadre du plan de Défense 2022, en réponse au blocus saoudien et émirati.

E.– Oman

Dans cette zone perturbée, Oman adopte une attitude neutre dans les différents conflits, ce qui lui permet de jouer un rôle de médiateur entre les partis. Le sultanat a refusé de se joindre à la coalition au Yémen et de s'associer au blocus du Qatar. Il continue d'entretenir des échanges commerciaux avec l'Iran. Cette proximité avec son grand voisin n'empêche pas le sultan Qabous de recevoir le Premier ministre israélien, en visite officielle, en octobre 2018, après avoir reçu le président palestinien, Mahmoud Abbas³⁶. Cette neutralité affichée n'exclue pas, non plus, comme l'ont signalé certains

³⁴ Ali Topchi, « Why is Sudan's Suakin island important for Turkey? », TRT World, 26 December 2017, <https://www.trtworld.com/turkey/why-is-sudan-s-suakin-island-important-for-turkey--13630>

³⁵ Dominic Dudley, « East Africa Becomes A Testing Ground For UAE and Qatar As They Battle For Influence And Opportunity », *Forbes*, 4 April 2018, <https://www.forbes.com/sites/dominicdudley/2018/04/04/uae-qatar-horn-of-africa-proxy-dispute/>

³⁶ Acil Tabbara – *L'Orient-Le Jour* – 31 octobre 2018.

observateurs, l'existence de certains trafics de pétrole ou d'armes avec les groupes rebelles au Yémen. Toutefois, les États-Unis ont signé un accord pour l'utilisation, par l'US Navy, des ports de Duqm et de Salalah. L'accord prévoit des investissements pour développer le port de Duqm, où les Chinois ont déjà installé une zone commerciale et annoncé 10,7 milliards de dollars d'investissements³⁷.

F.– Le Yémen

Les Houthis sont un mouvement politico-religieux appartenant à la secte zâïdite, une branche du chiïsme qui représente entre 35 % et 40 % de la population au Yémen. Ils tirent leur nom de Hussein Badreddin Al-Houthi, initiateur de l'insurrection contre le gouvernement du président Ali Abdallah Saleh à partir de 2004. Ils protestent contre ce qu'ils considèrent comme leur marginalisation politique et économique et réclament un partage du pouvoir. Le nom de « Houthi » est à l'origine celui d'une tribu dont sont issus les membres du mouvement rebelle. Née d'un conflit interne entre une communauté chiite qui s'estime délaissée et un pouvoir central sunnite qui réprime avec violence les manifestations, la crise va prendre une dimension régionale avec l'assassinat du leader Al-Houthi, les progrès de la rébellion et le départ du président Saleh. Les Houthis rejettent les propositions de son successeur Mansour Hadi qui se réfugie à Ryad après la prise de Sanaa et de Taëz début 2015, provoquant l'entrée dans le conflit de la Coalition arabe. Al-Qaïda profite de cette situation pour étendre son influence.

L'avancée houthie va leur permettre d'occuper les ports de la mer Rouge, de s'assurer ainsi un soutien logistique et de menacer le trafic maritime passant par Bab-el-Mandeb. Le ralliement de l'ex-président Saleh aux rebelles houthis se terminera par son assassinat par ses alliés. Les attaques de navires ont débuté en 2016, endommageant un bâtiment émirien avec un missile chinois C-802, une frégate saoudienne et plusieurs navires de commerce. L'*USS Mason* déjoua une attaque de missiles et riposta. Ces attaques se poursuivirent contre des pétroliers saoudiens en juillet 2018 conduisant Ryad à interrompre le transit de ses navires par Bab-el-Mandeb pendant quelques semaines.

Pourtant, l'opération Golden Spear, lancée par la Coalition en janvier 2017, avait pour objectif de reprendre et libérer les ports de la côte ouest du Yémen et de sécuriser le détroit. De 2015 à l'été 2018, malgré les bombardements et la reprise de la zone de Bab-el-Mandeb, de quelques îles et du port de Moka, la situation est restée pratiquement figée entre les belligérants. L'assassinat de Saleh a provoqué la défection de nombreux combattants de sa garde rapprochée qui ont rejoint les forces gouvernementales. En avril 2018, la prise du port de Midi, à la frontière saoudienne, allait permettre de lancer l'attaque du port d'Hodeïda (opération Gold Victory) au mois de mai. Ville

³⁷ « With an eye on Iran, U.S. clinches strategic port deal with Oman » – Phil Stewart – Reuters – March 24, 2019.

de 600 000 habitants, principal port yéménite sur la mer Rouge, Hodeïda est une position stratégique pour la rébellion où arrivent leur ravitaillement et l'aide humanitaire des populations assiégées. Les forces soutenues par les EAU ont rapidement pris possession de l'aéroport et de quelques positions à l'est, mais le front s'est ensuite stabilisé.

En juin 2018, Martin Griffiths, l'Envoyé spécial de l'ONU, a rencontré les leaders Houthis à Sanaa pour les convaincre de négocier. Cette initiative s'est concrétisée par un accord entre les belligérants convenu à Stockholm le 13 décembre et approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU le 21 décembre. L'accord concernait la ville d'Hodeïda et les ports d'Hodeïda, de Salif et Ras Issa, un échange de prisonniers et la ville de Taëz. Les modalités devaient être arrêtées en janvier 2019. En réalité, le cessez-le-feu n'a, semble-t-il, jamais été respecté empêchant l'arrivée de l'aide humanitaire.

Le rôle de l'Iran dans le conflit au Yémen n'est plus à prouver. Son soutien multiforme à la rébellion houthiste a contribué à prolonger et à exacerber la guerre civile qui déchire ce pays depuis plusieurs années.

La « *Conflict Armament Research* », une organisation basée au Royaume-Uni qui mène des enquêtes sur l'approvisionnement en armes conventionnelles, munitions et matériel militaire dans les zones de conflit, souligne de son côté que des preuves montrent que les Houthis ont utilisé des drones Qasef-I fabriqués en Iran, contrairement aux affirmations du groupe rebelle selon lesquelles ils étaient de construction locale. Ces drones, de technologie bon marché, ont été utilisés dans des attaques « kamikazes » contre les armements avancés et sophistiqués, notamment les systèmes de défense antimissile, de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite.

D'autres rapports indiquent que l'Iran a fourni diverses armes aux milices Houthistes, notamment des missiles portables antichars guidés Kornet (ATGM), de fabrication russe, qui n'étaient pas disponibles dans les stocks de l'armée yéménite avant le déclenchement de la guerre. L'Iran leur a également fourni des drones Aabil équipés d'ogives extrêmement explosives utilisées pour attaquer des cibles de grande valeur telles que les systèmes de radar et les batteries de missiles de défense aérienne³⁸. Des sources régionales et occidentales affirment que l'Iran a également transféré à partir de fin 2016, des armes sophistiquées aux rebelles yéménites, tels des missiles balistiques de longue portée capables d'atteindre les profondeurs de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le soutien à ses alliés dans une guerre dont l'issue pourrait modifier les rapports de force au Moyen-Orient. Il s'agit de missiles de fabrication iranienne Zelzal-2, Zelzal-3, Burkan-I et Shihab 2. Ce dernier porte une ogive à forte charge explosive d'une demi-

³⁸ Jonathan Saul, Parisa Hafezi, Michael Georgy, « Exclusive: Iran steps up support for Houthis in Yemen's war – sources », Reuters, 21 March 2017, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-iran-houthis/exclusive-iran-steps-up-support-for-houthis-in-yemens-war-sources-idUSKBN16S22R>

tonne et a une portée de 800 km. Le missile Burkan-I, quant à lui, aurait été utilisé dans l'attaque contre une base militaire saoudienne dans la ville de Taëf, au sud-ouest du royaume, en octobre 2016³⁹.

L'Iran utilise la voie maritime pour acheminer ses fournitures d'armes soit directement, soit via la Somalie, contournant les efforts de la coalition pour intercepter les envois. Une fois que les navires arrivent dans la région, les cargaisons sont transférées dans de petits bateaux de pêche, difficiles à repérer car très nombreux dans la région. Les zones favorisées pour cette contrebande incluent les criques de pêche autour du port d'Al-Moukalla, chef-lieu du plus large gouvernorat du Yémen, Hadramaout (sud-est). La ville est située dans l'extrême sud de la Péninsule arabique, sur le golfe d'Aden, à environ 480 kilomètres à l'est d'Aden. Ce qui signifie que les cargaisons doivent effectuer un long et périlleux voyage vers les principales provinces contrôlées par les Houthis au nord-ouest.

Outre l'aide financière et les armes, Téhéran apporte aux Houthis une formation militaire fournie par le Corps militaire des Gardiens de la révolution islamique, des membres du Hezbollah libanais, allié de la République islamique, et d'Afghans ayant combattu en Syrie sous le commandement de la force Al-Qods, une unité d'élite appartenant aux [Gardiens de la révolution](#), créée au début des années 1990. Dirigée par le général [Qasem Soleimani](#) depuis 1998, cette unité est destinée aux activités de [guerre non conventionnelle](#), de renseignement et est en charge des opérations extérieures. Téhéran formait également les Houthis à l'usage des armes de l'armée yéménite saisies des bases militaires après l'occupation par la rébellion de la capitale Sanaa, en septembre 2014⁴⁰.

La formation dispensée par l'Iran est essentielle dans la mesure où elle assure aux Houthis des compétences indispensables qui leur faisaient défaut, telles que la planification stratégique et l'usage des armes avancées. Le Hezbollah semble jouer ici un rôle majeur de sous-traitance pour le compte de l'Iran dans l'organisation de la formation aux méthodes et tactiques de combat et pour le renforcement des capacités des Houthis.

Historiquement, l'Iran n'a pas joué un rôle majeur dans l'évolution politique du Yémen. Il a longtemps maintenu une présence diplomatique à Sanaa, mais son influence était marginale au cours des deux décennies précédant la guerre civile. Lors de la révolte populaire contre l'ancien président Ali Abdallah Saleh et des troubles politiques qui ont suivi en 2011 et 2012, le rôle de l'Iran a commencé à émerger, à travers un soutien

³⁹ Mohammad Hassan Al-Qadhi, « [The Iranian Role in Yemen and its Implications on the Regional Security](#) », *Arabian Gulf Center for Iranian studies*, November 2017, p. 45.

⁴⁰ Warren Strobel et Mark Hosenball, « Elite Iranian guards training Yemen's Houthis: U.S. officials », Reuters, 28 March 2015, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-houthis-iran/elite-iranian-guards-training-yemens-houthis-u-s-officials-idUSKBN0MN2MI20150327>

apporté à la rébellion des Houthis. Les preuves de l'intervention iranienne en faveur des Houthis ont commencé à se multiplier à partir de 2012. En janvier 2013, la flotte américaine, en coopération avec la Marine yéménite, a saisi un navire iranien, le *Jihan-I*, transportant une quarantaine de tonnes de matériel militaire destiné aux Houthis. La cargaison comprenait des roquettes Katioucha, des missiles sol-air Strela 1 et 2, des grenades antichars RPG-7V, des dispositifs de vision nocturne de fabrication iranienne, des systèmes de guidage d'artillerie permettant d'identifier les cibles de l'artillerie terrestre et maritime dans un rayon de 40 kilomètres, des systèmes d'artillerie G9, des lunettes de vision nocturne PN-14K, des télécommandes, des circuits électriques utilisés dans la fabrication d'engins explosifs, des silencieux, des explosifs et des munitions. Les États-Unis ont également signalé à l'époque la présence d'instructeurs militaires iraniens, appartenant aux Gardiens de la révolution, qui dispensent une formation et une assistance aux Houthis dans le gouvernorat de Saada, le fief de la rébellion au nord-ouest.

L'appui iranien aux Houthis est devenu de plus en plus évident après le succès de leur campagne militaire menée conjointement avec les forces loyalistes de l'ancien président Ali Abdallah Saleh pendant l'été 2014, aboutissant à la prise de la capitale Sanaa, le 21 septembre, et le contrôle des institutions de l'État. Ce soutien s'est traduit par une influence politique grandissante, dont l'une des illustrations est apparue à partir de 2014 dans la rhétorique houthiste faisant de plus en plus écho à la propagande iranienne contre l'Arabie saoudite et les États-Unis.

Au début de 2015, des dirigeants houthistes se rendent à Téhéran où ils signent plusieurs accords renforçant la coopération économique avec l'Iran dans les domaines du pétrole, de l'électricité, de l'aviation et du transport maritime. L'Iran s'est engagé conformément à ces accords à fournir au Yémen des produits pétroliers pendant un an, à construire des centrales électriques dans les provinces d'Aden, Hodeïda et Taïz et à réparer le réseau d'électricité entre Marib et Sanaa. En outre, l'Iran a promis de développer le port de Hodeïda, d'offrir une ligne de crédit pour répondre aux besoins financiers du Yémen, d'envoyer des experts iraniens dans tous les domaines liés aux infrastructures et d'établir une liaison aérienne régulière, avec des vols quotidiens, entre les deux capitales.

Ces accords ont marqué un tournant dans le rôle de l'Iran, qui a cessé d'être un allié discret et est devenu un allié déclaré des rebelles houthistes. Toutefois, le lancement le 26 mars 2015, sous la houlette de l'Arabie saoudite, de l'opération « Tempête décisive » contre les Houthis a empêché l'application effective de ces accords. La majorité des spécialistes s'accordent toutefois à dire que l'offensive militaire saoudienne a pous-

sé les Houthis davantage dans les bras de l'Iran et du Hezbollah, renforçant l'influence de Téhéran au Yémen⁴¹.

Le soutien de l'Iran à la rébellion au Yémen vise à atteindre divers objectifs, en tête desquels l'élargissement de l'influence et du poids de la République islamique dans le monde arabe et le Moyen-Orient, à travers l'établissement d'une alliance avec les Houthis, comme ce fut le cas avec le Hezbollah libanais. Le but de Téhéran serait de reproduire au Yémen l'exemple de cette milice chiite libanaise, de façon à se créer grâce aux Houthis un allié permanent, puissant, disposant d'une force militaire, et incontournable dans le jeu politique au Yémen.

Profitant de la crise et de l'instabilité politiques au Yémen, comme ce fut également le cas en Syrie, en Irak et au Liban, l'extension de l'influence de la République islamique à l'extrémité sud-ouest de la Péninsule arabique, lui offre une présence dans une zone stratégique bordant les voies maritimes du golfe d'Aden et du détroit de Bab-el-Mandeb, vitales pour l'exportation des produits pétroliers de la région du golfe Persique vers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie (cf. Carte 1). Une présence au Yémen, situé sur le flanc sud-ouest de l'Arabie saoudite, permet à l'Iran de multiplier les points de pression sur son principal rival régional, qui se trouverait assiégé par les alliés régionaux de Téhéran, la Syrie du président Bachar el-Assad, le régime dominé par la majorité chiite en Irak et les Houthis au Yémen.

Les dirigeants iraniens estiment que la poursuite du conflit au Yémen est un moyen relativement peu coûteux et peu risqué de maintenir la pression politique, économique et militaire sur Ryad. Selon des experts militaires, l'intervention militaire de l'Arabie saoudite coûterait entre 5 et 6 milliards de dollars par mois, tandis que les dépenses de l'Iran au Yémen se chiffrent par quelques millions par an. Il ne serait donc pas de l'intérêt de l'Iran, contrairement aux affirmations publiques de ses dirigeants, de mettre un terme rapide aux hostilités au Yémen, et certainement pas selon les conditions voulues par Ryad et Abou Dhabi, c'est-à-dire en excluant les Houthis du pouvoir. Les dirigeants iraniens considèrent que l'Arabie saoudite et les EAU sont enlisés dans le conflit et qu'il est impératif de ne pas leur permettre une sortie de crise victorieuse. Au contraire, la poursuite du conflit armé, que les dirigeants iraniens estiment être une guerre d'usure de nature à épuiser les Saoudiens et les Émiratis, est dans l'intérêt de Téhéran. À moins qu'elle ne se termine par la reconnaissance du droit des Houthis à partager le pouvoir.

En multipliant ses zones d'influence et ses cartes de pression dans le monde arabe et au Moyen-Orient, l'Iran cherche à renforcer sa position face aux pressions exercées et

⁴¹ Borzou Daragahi, « US struggles to find footing on Yemen, as Iran increases influence », *The Independent*, 30 November 2018, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/us-yemen-civil-war-iran-influence-saudi-arabia-bombing-trump-weapons-houthis-rebels-a8661546.html>

aux menaces proférées par les États-Unis et leurs alliés régionaux. Il s'emploie ainsi à modifier le statu quo régional et à établir un nouvel équilibre de force qui lui serait plus favorable. Ce raisonnement serait encouragé par la politique américaine hostile à l'Iran, affichée par l'administration de Donald Trump. Il vise à amener les ennemis et les rivaux de la République islamique à reconnaître ses intérêts et son statut de puissance régionale incontournable, quitte à utiliser, pour y parvenir, ses cartes régionales comme monnaie d'échange dans la conclusion d'un marché global avec les États-Unis.

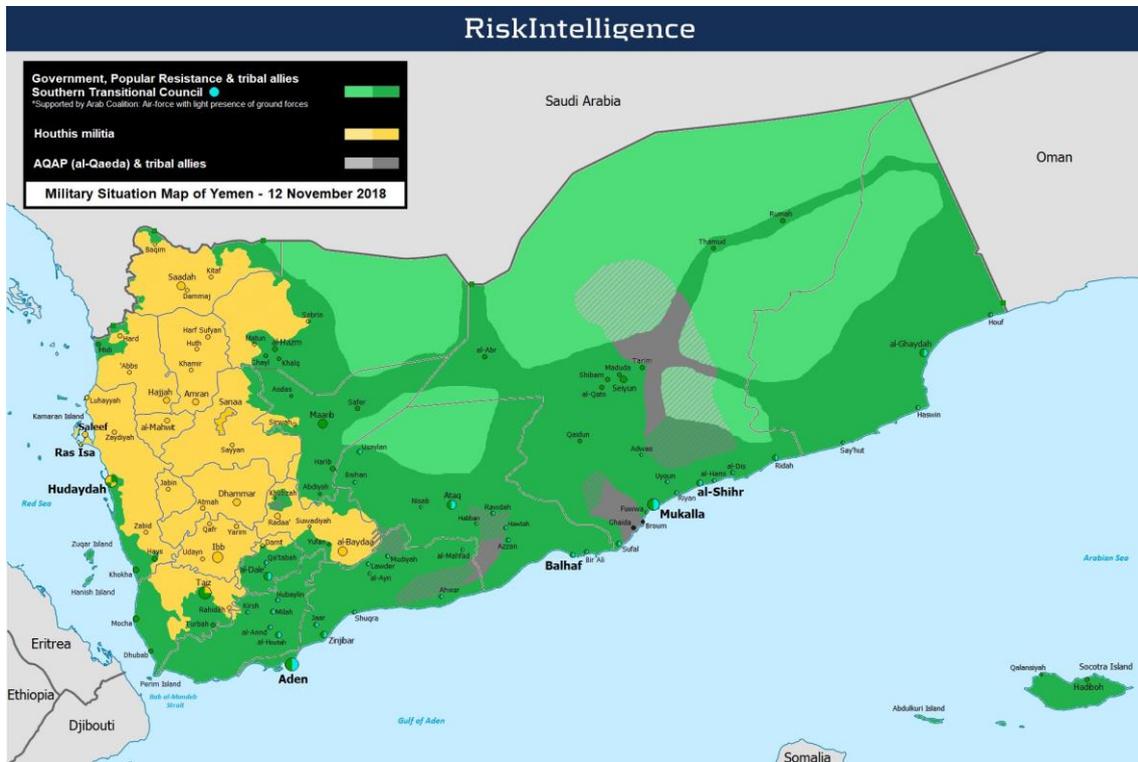
L'alliance que l'Iran a nouée avec la rébellion houthiste est principalement une alliance d'intérêt visant à atteindre les objectifs susmentionnés, avant qu'elle ne soit à visée idéologique ou sectaire, même si le zaïdisme, auquel appartiennent les Houthis, est une branche du chiïsme. En fait, le zaïdisme, qui est l'un des trois grands courants chiïtes avec le [chiïsme duodécimain](#) et l'[ismaélisme](#), est loin de l'orthodoxie chiïte iranienne. Le chiïsme duodécimain est la doctrine officielle établie en Iran depuis la fondation de la dynastie safavide par Ismaïl I^{er} en 1501. 90 % des chiïtes dans le monde sont duodécimains et ils sont majoritaires parmi les écoles de la pensée chiïte, notamment en Iran, en Irak, au Liban et à Bahreïn.

Les principes de la doctrine zaïdite ressemblent beaucoup à ceux de l'islam sunnite et les chiïtes duodécimains considèrent le zaïdisme comme une secte déviante, à l'instar d'ailleurs de la secte alaouite au pouvoir en Syrie, à laquelle appartient le président Bachar el-Assad. Plusieurs différences doctrinaires séparent le chiïsme duodécimain du zaïdisme. Ce dernier rejette la notion d'[imam caché](#) des duodécimains et du retour du Mahdi. Il ne reconnaît que les quatre premiers imams descendant d'Ali (cousin du prophète Mahomet) et conteste le choix du cinquième imam fait par les duodécimains et les ismaéliens. En outre, alors que les duodécimains et les ismaéliens insistent sur la désignation divine de l'imam (guide) et son infailibilité, les zaïdites estiment que toute personne peut devenir imam du moment où il descend d'[Ali](#) et de Fatima (fille du prophète et épouse d'Ali) et qu'il en a la capacité. Il peut donc, au nom de cette capacité, être remis en cause si elle lui fait défaut. Ces divergences doctrinaires n'ont pas empêché l'Iran de faire du prosélytisme en faveur de sa propre doctrine auprès des zaïdites⁴².

Les Houthis eux-mêmes, malgré l'aide qu'ils reçoivent de l'Iran, ne souhaitent pas créer au Yémen une République de style iranien, avec un leader politique qui est également le chef religieux (guide) suprême. Car au Yémen, c'est le tribalisme, et non la religion, qui dicte la politique. Il est la force motrice sur l'échiquier politique. Un exemple en est la vive rivalité entre deux confédérations tribales, Hachid et Bakil, toutes deux appartenant à la secte zaïdite. Malgré cette même appartenance religieuse, elles ont pris des orientations politiques opposées. Alors que les Hachid soutiennent le gouvernement

⁴² Farea Al-Muslimi, « Iran's role in Yemen Exaggerated, but destructive », *The Century Foundation*, 19 May 2017, 1<https://tcf.org/content/report/irans-role-yemen-exaggerated-destructive/?session=1>

internationalement reconnu du président Abdrabbo Mansour Hadi, les Bakil sont associés aux Houthis contre le gouvernement⁴³.



⁴³ [Zvi Bar'el](https://www.haaretz.com/middle-east-news/.premium-backed-by-iran-yemen-s-houthi-fighters-flout-saudi-arabia-s-might-1.6340292), « Backed by Iran, Yemen's Houthi Fighters Flout Saudi Arabia's Might », *Haaretz*, 3 August 2018, <https://www.haaretz.com/middle-east-news/.premium-backed-by-iran-yemen-s-houthi-fighters-flout-saudi-arabia-s-might-1.6340292>

2 – Engouement international

À l'instar de plusieurs puissances régionales qui se sont ruées ces dernières années sur le sud de la mer Rouge et la Corne de l'Afrique, diverses puissances de rang mondial ont établi leurs bases près du détroit de Bab-el-Mandeb (cf. Carte 2). Certaines de ces puissances, toutes établies à Djibouti, ont une présence relativement ancienne. La France détient sa base militaire depuis 1977, date de l'indépendance de cette ancienne colonie française. Les États-Unis ont établi la leur en 2002, après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. D'autres puissances, comme l'Italie, l'Espagne, le Japon et dernièrement la Chine ont ensuite pris pied à Djibouti, en raison de sa position stratégique à l'entrée sud de la mer Rouge et sur le golfe d'Aden, mais aussi de sa relative stabilité politique par rapport à ses voisins.

A.– La Chine

En août 2017, la Chine a inauguré sa base navale à Djibouti, qui a coûté 600 millions de dollars et peut accueillir jusqu'à 10 000 hommes. Selon le gouvernement chinois, la base est destinée à aider Pékin dans ses missions humanitaires et de maintien de la paix en Afrique (2 400 soldats chinois sont déployés sur le continent) et en Asie occidentale, et à mener des opérations de secours, de protection et d'évacuation d'urgence de citoyens chinois vivant à l'étranger, à engager une coopération militaire, y compris des manœuvres conjointes, et à lutter contre la piraterie.

La base est également chargée d'assurer la sécurité des voies maritimes internationales et stratégiques situées à proximité du détroit de Bab-el-Mandeb, afin de protéger les énormes intérêts économiques de la Chine en Afrique et au Moyen-Orient (Cf. Carte 2). Elle servira de point de passage pour les matières premières des pays de la Corne de l'Afrique vers la Chine et les produits manufacturés de la Chine vers l'est africain. La Chine investit massivement dans la région. Elle a, à titre d'exemple, injecté plus de 30 milliards de dollars au Soudan et au Soudan du Sud, deux pays riches en pétrole. En outre, elle a construit une ligne de chemin de fer de 750 km reliant Addis-Abeba à la capitale Djibouti, sur la mer Rouge. La base chinoise profitera de l'extension projetée de cette ligne ferroviaire aux autres pays de la Corne de l'Afrique afin de faciliter le transport de marchandises entre ces pays et la Chine, via le port de Djibouti⁴⁴.

⁴⁴ Ian Micheni, « China Military Base in Djibouti. What does it Mean for Horn of Africa? », *Horn International Institute for Strategic Studies*, sans date, <https://horninstitute.org/china-military-base-in-djibouti-what-does-it-mean-for-horn-of-africa/>

L'établissement de la base chinoise à Djibouti marque une rupture avec la politique étrangère traditionnelle de Pékin axée sur la région de l'Asie de l'Est. C'est une projection de la puissance de la Chine qui traduit son intérêt croissant pour l'Afrique et le Moyen-Orient, notamment dans le cadre de l'initiative « Une ceinture, une route ». Lancée par le président chinois Xi Jinping en 2013, celle-ci vise à établir des routes terrestres et des voies maritimes reliant la Chine à l'Europe via l'Eurasie, le Moyen-Orient et l'est de l'Afrique. La base de Djibouti est ainsi le fruit de la volonté de la Chine de construire une « nouvelle route maritime de la soie » composée d'un « collier de perles » sous la forme d'une série de bases navales reliant l'océan Indien, la région du Golfe et la mer Rouge, afin de servir l'initiative « Une ceinture, une route ». La Chine prévoit d'investir dans cette dernière quelque 8 000 milliards de dollars en infrastructures dans 68 pays, y compris Djibouti, dont le rôle est essentiel pour les liaisons africaines et européennes vers la Chine⁴⁵.

La fondation de la première base chinoise dans la région est le résultat de plusieurs années d'implication économique et commerciale croissante en Afrique et au Moyen-Orient. Deuxième économie au monde après les États-Unis, la Chine projette d'occuper la première place d'ici 2030. Afin d'aider à atteindre cet objectif, Pékin cherche, par le biais de sa base navale à Djibouti, à protéger ses intérêts économiques croissants dans cette partie du monde, notamment à sécuriser ses approvisionnements en ressources naturelles nécessaires à soutenir sa croissance économique. La moitié des importations pétrolières de la Chine ainsi que la plupart de ses exportations vers l'Europe passent par le détroit de Bab-el-Mandeb.

Pour servir ses intérêts économiques et commerciaux en Afrique, la Chine investit massivement dans la construction d'infrastructures à l'est du continent. L'exemple le plus patent est la ligne de chemin de fer au Kenya entre Nairobi, la capitale, et le port de Mombasa, sur l'océan Indien, pour un coût total de 3,6 milliards de dollars. Inauguré en mai 2017, ce chemin de fer est le projet d'infrastructure le plus coûteux au Kenya depuis son indépendance en 1964.

Outre l'aide économique, les investissements et les activités commerciales de la Chine dans la Corne de l'Afrique et le Moyen-Orient, la région abrite des milliers de travailleurs chinois. En 2015, Pékin a évacué 600 travailleurs chinois du Yémen en raison du conflit dans ce pays. En 2011, elle a rapatrié quelque 35 000 Chinois de Libye, à la suite du renversement de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi. La crise libyenne a été un facteur majeur dans la décision d'établir une base à Djibouti.

⁴⁵ David Mattingly, « Assessment of the Military Implication of Chinese Investment in the Port of Djibouti », *Divergent Options*, 11 June 2018, <https://divergentoptions.org/2018/06/11/assessment-of-the-military-implication-of-chinese-investment-in-the-port-of-djibouti/>

La base chinoise a été également construite dans le contexte des relations économiques croissantes entre Pékin et Djibouti, ce qui a permis à la Chine de passer outre aux objections des États-Unis. Près de 40 % du financement des grands projets d'infrastructure à Djibouti proviennent de la Chine, notamment l'oléoduc Éthiopie-Djibouti et le pipeline d'eau douce Éthiopie-Djibouti. La banque chinoise d'import-export a accordé 957 millions de dollars pour financer divers projets d'infrastructure, dont une ligne de chemin de fer, inaugurée le 1^{er} janvier 2018, entre la capitale éthiopienne et la ville de Djibouti. Djibouti table sur cette liaison ferroviaire avec l'Éthiopie, dont l'économie connaît l'un des plus forts taux de croissance en Afrique, pour devenir une plaque tournante du commerce est-africain⁴⁶.

Ceci est d'autant plus vrai que Djibouti n'a que peu d'opportunités de croissance économique en dehors de l'exploitation de son emplacement géostratégique à proximité du détroit de Bab-el-Mandeb. La rente tirée de la location de terres pour les bases militaires étrangères (128 millions d'euros par an, l'équivalent de 3 % du PNB) dépasse le revenu de l'ensemble des exportations du pays (104 millions d'euros)⁴⁷. En outre, ces bases offrent des opportunités d'emploi aux Djiboutiens et contribuent de manière significative au commerce extérieur. L'activité portuaire représente 70 % du PNB du Djibouti.

L'engagement militaire de la Chine dans la Corne de l'Afrique a débuté en 2008 avec des missions de lutte contre la piraterie aux larges des côtes somaliennes. Aujourd'hui, son engagement s'est élargi parallèlement à l'approfondissement de ses relations économiques et commerciales avec la région et conformément à une politique d'élargissement de son rôle militaire mondial, qui s'étend de la mer de Chine méridionale à l'Afrique de l'Est. Cela se traduit par l'établissement d'une marine puissante permettant à la Chine de projeter sa puissance mondiale. Des bases navales comme celle de Djibouti seront essentielles pour réaliser cette ambition. La Chine a d'ailleurs multiplié ces dernières années les patrouilles navales près des golfes d'Oman et d'Aden ainsi que les visites de ses bâtiments de guerre dans des ports étrangers⁴⁸.

Une autre indication des ambitions mondiales de la Chine est l'association faite par Pékin entre l'inauguration de sa base à Djibouti et la célébration de l'héritage de Zheng He, un amiral chinois du début du XVe siècle (1371-1433), dont les voyages dans la mer de Chine méridionale et l'océan Indien sont devenus le symbole de la puissance de la Chine et de son désir d'établir sous sa houlette un nouvel ordre mondial. Accompa-

⁴⁶ Elias Meseret, « Tiny Djibouti aiming to be global military, shipping center », *The Associated Press*, April 2018, <https://www.apnews.com/285e70a4c1764b15a948daf596581cab>

⁴⁷ Jean-Luc Martineau, « Djibouti et le « commerce » des bases militaires : un jeu dangereux ? », *L'espace politique* [En ligne], 34 | 2018-1, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4719>

⁴⁸ Owen Daniels, « How China Is Trying to Dominate the Middle East », *The National Interest*, 28 August 2018, <https://nationalinterest.org/feature/how-china-trying-dominate-middle-east-29922>

gné de 27 000 hommes sur 62 grands navires et 255 petits bateaux, Zheng He a dirigé sept expéditions navales en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et sur la côte est de l'Afrique pendant 28 ans au cours de la dynastie Ming. Ce n'est pas un hasard si le jour de l'embarquement des navires chinois vers le port de Djibouti le 11 juillet 2017 était le même jour où Zheng He avait entrepris ses fameux voyages il y a plus de 600 ans.

La vision chinoise d'une nouvelle « route maritime de la soie » est ainsi étroitement liée à la célébration officielle de Zheng He. Dans les publications chinoises de ces dernières années, les flottes de cet explorateur sont décrites comme des outils de la croissance économique, de la recherche scientifique, des échanges culturels et de l'amitié universelle. Ses voyages sont souvent considérés comme des symboles d'un ordre mondial fondé sur le commerce plutôt que sur les conflits. Cependant, il convient de noter que le principal objectif des voyages de Zheng He était d'affirmer la puissance et la domination de la dynastie Ming et de recueillir les tributs des dirigeants locaux⁴⁹.

B.– Les États-Unis

La présidence Obama avait voulu résolument trancher avec l'interventionnisme des États-Unis au Moyen-Orient, en retirant, sans doute hâtivement, ses troupes d'Iraq. Disposant désormais de leur autonomie en matière d'énergie, confrontés à d'autres priorités en Asie-Pacifique, les États-Unis ont donné le sentiment d'une prise de distance vis-à-vis de leurs alliés traditionnels dans la région. La crise syrienne et l'apparition de l'État islamique sont venues compliquer ce retrait et ont mis en évidence les incertitudes de la position américaine. Ce qui a été perçu comme un désengagement a laissé le champ libre aux acteurs régionaux, mais aussi à la Russie et à la Chine.

Lors de sa visite en Arabie saoudite, en mai 2017, le président Trump a renoué avec la stratégie traditionnelle américaine et présenté son projet d'Alliance stratégique pour le Moyen-Orient (MESA). Ce plan que certains experts ont baptisé d'« OTAN arabe », vise à encourager la coopération militaire entre les pays du Golfe (CCG), l'Égypte et la Jordanie avec les États-Unis, mais également à renforcer les liens économiques et diplomatiques avec et entre ces pays. Le projet vise également à réduire l'engagement militaire américain dans cette région du monde en renforçant l'interopérabilité entre les systèmes de défense des différents pays, mais aussi à limiter l'achat d'armements à d'autres pays tels que la Russie, la Chine et les pays européens⁵⁰.

⁴⁹ Gideon Elazar, « China in the Red Sea: The Djibouti Naval Base and the Return of Admiral Zheng He », *The Begin-Sadat Center for strategic studies*, 23 August 2017, <https://besacenter.org/perspectives-papers/china-red-sea-djibouti/>

⁵⁰ « The Middle East Strategic Alliance has a long way to go » – Yasmine Farouk – Carnegie Endowment for International Peace – February 8, 2019.

Plus globalement, les objectifs cherchent à préserver la production du pétrole et du gaz, à empêcher la prolifération nucléaire, à lutter contre le terrorisme et à protéger Israël, tout en limitant l'influence chinoise et russe dans la région.

Le président Trump a choisi de soutenir résolument l'Arabie saoudite contre l'Iran en dénonçant l'accord signé par son prédécesseur. En créant un front anti-Iran, Trump a favorisé un rapprochement entre des pays arabes sunnites et Israël. Ce soutien apporté à Ryad et au Caire doit les pousser à faire pression sur les Palestiniens pour l'obtention d'un accord avec Israël. Les initiatives lancées par l'Égypte pour la sécurité maritime en mer Rouge et par l'Arabie saoudite et les EAU, pour pacifier la Corne de l'Afrique (accords de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée, rapprochement avec la Somalie et Djibouti) s'intègrent parfaitement dans MESA.

Située à quelques kilomètres de la base chinoise, la base américaine abrite quelque 4 000 militaires à Djibouti. Elle a plusieurs objectifs, dont le premier est la lutte contre le terrorisme. Dans ce cadre, la principale cible est Al-Qaïda dans la péninsule arabe. Basée au Yémen, l'organisation terroriste contrôle environ le quart du centre et de l'est du pays. L'armée américaine mène régulièrement des opérations secrètes et des raids de drones depuis sa base à Djibouti contre Al-Qaïda ainsi que contre le groupe islamiste Al-Shabab en Somalie qui commet des attentats-suicides à Mogadiscio. Cette insurrection islamiste, qui s'est propagée au Kenya voisin, est devenue une cible clé de la guerre contre le terrorisme du président Donald Trump⁵¹.

Outre le soutien logistique et de renseignement fourni à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre les Houthis au Yémen, l'armée américaine dans la Corne de l'Afrique contribue à assurer la libre navigation dans le détroit de Bab-el-Mandeb. Une grande partie des exportations pétrolières de la région du Golfe vers l'Occident passent par ce détroit (cf. Carte 1), à l'instar de presque tous les navires de guerre américains, y compris les porte-avions et les sous-marins, qui traversent la Méditerranée pour se rendre dans l'océan Indien. Les bâtiments de guerre américains, ainsi que ceux de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine, effectuent également des patrouilles dans le golfe d'Aden depuis 2008 pour lutter contre la piraterie au large de la Somalie.

Les États-Unis, qui ont longtemps dominé la région par leur présence militaire et leur influence politique, ont été cependant pris au dépourvu par la décision de Djibouti en 2016 d'autoriser l'installation sur son sol d'une base navale chinoise. Deux ans auparavant, Susan Rice, alors conseillère à la sécurité nationale du président Barack Obama, s'était rendue à Djibouti pour empêcher un accord similaire avec la Russie. Mais Washington n'a rien pu faire cette fois pour empêcher la Chine de s'installer à Djibouti,

⁵¹ Ed Blanche, « China muscles into a new Great Game in Red Sea », *The Arab Weekly*, 11 March 2018, <https://theArabweekly.com/china-muscles-new-great-game-red-sea>

compte tenu de la solidité et de la croissance des relations économiques entre les deux pays.

L'établissement d'une base militaire chinoise dans la Corne de l'Afrique, la première à l'étranger, constitue un développement stratégique négatif pour les États-Unis qui aura d'importantes conséquences pour la domination américaine dans la région. Peu de temps après la décision de 2016, la Maison Blanche a annoncé le renouvellement du bail de la base américaine à Djibouti pour 20 ans supplémentaires, le doublement de ses versements annuels au gouvernement djiboutien qui sont portés à 63 millions de dollars, ainsi que des projets de modernisation de la base évalués à plus d'un milliard de dollars.

Le Pentagone craint, entre autres, que l'installation de la base chinoise, à quelques kilomètres de la base américaine, ne permette à Pékin de surveiller les opérations militaires américaines dans la région et les moyens utilisés pour leur mise en œuvre. Mais cette crainte est réversible⁵². En mars 2017, Thomas Waldhauser, le chef du commandement militaire américain en Afrique (AFRICOM), avait averti le Congrès que la Chine pourrait menacer les intérêts des États-Unis en Afrique, en particulier dans la mer Rouge, si elle parvenait à prendre le contrôle du principal port de Djibouti, appelé Doraleh. Ce port, une extension du port international de Djibouti, était exploité depuis 2006 par DP World, mais le gouvernement de Djibouti a rompu son accord avec la société émirienne et a nationalisé le port en février 2018⁵³. Selon Waldhauser, Djibouti avait assuré aux États-Unis qu'il n'accorderait pas le port aux Chinois. Il a néanmoins averti que les États-Unis ne pourraient accepter le risque de voir le port passer sous le contrôle de Pékin, car cela mettrait en danger l'approvisionnement de la base et des navires américains. Waldhauser a enfin jugé nécessaire de « *réécrire la stratégie militaire américaine dans la région en pensant à la Chine* ».

Face à l'influence croissante de la Chine dans la mer Rouge, la Corne de l'Afrique et le continent africain en général, les États-Unis se montrent déterminés à contrer les ambitions de Pékin. Dans sa « Stratégie de sécurité nationale » annoncée en 2017, l'administration Trump a décrit la Chine comme une « *puissance révisionniste* » et un « *concurrent stratégique* » cherchant à saper la puissance, l'influence, la sécurité et la prospérité des États-Unis. À l'instar de la Russie, la Chine est perçue par l'administration comme un défi à la puissance, à l'influence et aux intérêts des États-Unis.

⁵² [Andrew Jacobs](#) et [Jane Perlez](#); « U.S. Wary of Its New Neighbor in Djibouti: A Chinese Naval Base », *The New York Times*, 25 February 2017, <https://www.nytimes.com/2017/02/25/world/africa/us-djibouti-chinese-naval-base.html>

⁵³ Elliot Gardner, « The fight for Doraleh: the legal battle over Djibouti's port », *Ship Technology*, 15 November 2018, <https://www.ship-technology.com/features/fight-doraleh-legal-battle-djiboutis-port/>

Ceux-ci reconnaissent qu'ils ne peuvent pas rivaliser avec l'ampleur des investissements de la Chine en Afrique, même s'ils se sont engagés à réduire son influence économique dans la région. Washington est particulièrement inquiet des conséquences d'éventuelles prises de contrôle par la Chine d'actifs stratégiques dans les pays en développement, en raison d'emprunts inconsidérés contractés par ces derniers, en particulier en Afrique. Par conséquent, sa stratégie consiste en partie à encourager les entreprises américaines à investir davantage sur le continent, ce qui explique la récente augmentation des prêts américains en Afrique. Une étude récente du cabinet d'avocats d'affaires international Baker McKenzie a souligné que la lutte pour l'influence entre les États-Unis et la Chine devrait s'intensifier au cours de la prochaine décennie⁵⁴. Elle note que la décision prise par Trump en octobre dernier de transformer l'*Overseas Private Investment Corporation* (OPIC) en une société de financement du développement international, sous le nom d'« *International Development Finance Corporation* » (IDFC) et de doubler ses prêts à 60 milliards de dollars dans les pays en développement, notamment en Afrique, vise à contrer l'influence grandissante de la Chine. Cette décision intensifiera la course à l'influence, dans la Corne de l'Afrique et ailleurs, entre les deux superpuissances.

Les États-Unis ont quitté leurs bases en Arabie saoudite en 2003 pour se reconfigurer au Qatar, Bahreïn, Koweït, EAU et à Djibouti où ils disposent de 4 200 hommes. La fin des opérations aériennes en Iraq a été le prétexte affiché, mais la présence de ces forces étrangères sur la terre sacrée de l'islam était de plus en plus mal ressentie par les Saoudiens. Les forces présentes sur le camp Lemonnier sont sous l'autorité du *Joint Special Operations Command* et dédiées à la lutte contre les groupes terroristes au Yémen et en Somalie.

Au Yémen, ils refusent de participer à l'action de la coalition à laquelle ils fournissent cependant des munitions. La présence de quelques forces spéciales dans le pays se limite à la lutte contre Al-Qaïda et les rescapés de l'EI⁵⁵.

La stratégie américaine semble remporter quelques succès. Le rapprochement entre Israël et ses voisins sunnites fragilise le Hamas et ouvre la voie à un développement économique au nord de la mer Rouge et l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée offre des perspectives similaires dans le sud. De plus, la coalition sunnite est parvenue à affaiblir très sensiblement l'influence de l'Iran dans la région. Depuis 2011, l'Iran déployait régulièrement des navires dans le golfe d'Aden pour lutter contre la piraterie. La mer Rouge est aussi la route qu'elle utilise pour approvisionner en armes les Houthis et le Hamas. Pendant longtemps les navires iraniens ont fait escale à Assab et Mas-

⁵⁴ « A Changing World, New Trends in Emerging Market Infrastructure Finance », December 2018.

⁵⁵ « A small number of United States military personnel are deployed to Yemen to conduct operations against al-Qa'ida in the Arabian Peninsula (AQAP) and ISIS-Yemen » – Letter from the President to the Speaker of the House of Representatives and the president Pro Tempore of the Senate – June 8, 2018.

sawa, d'où partait le soutien aux forces de la rébellion houthie au Yémen. L'arrivée des EAU et de l'Arabie saoudite en Érythrée a mis fin à cette situation et l'Iran est aujourd'hui isolé. Son influence dans la zone s'est considérablement réduite.

Pour Washington, l'avenir n'est toutefois pas sans défis. Tous les pays de la région ne partagent pas l'idée selon laquelle l'Iran représenterait une menace. C'est le cas du Qatar, mais aussi du Koweït et d'Oman. L'Égypte et la Jordanie ont aussi fait part de leur réserve, sans marquer une opposition forte qui risquerait de les priver du soutien dont ils ont besoin. De plus, MESA ne traite pas des violences intérieures des pays arabes concernés où le terrorisme est souvent provoqué par la terreur policière, la torture et les emprisonnements sans jugement. Enfin, le relatif climat de confiance entre les partenaires ne permet pas d'envisager un partage efficace des informations opérationnelles. Le boycott actuel du Qatar en fournit une preuve tangible.

Autre contretemps fâcheux pour le Président, le 13 février 2019, le Sénat américain a voté l'arrêt du soutien à la coalition dirigée par les Saoudiens dans le conflit du Yémen. La Maison Blanche y a finalement opposé son veto le 16 avril. Enfin, la récente reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le Golan par le président Trump soulève de fortes critiques en Syrie et dans de nombreux pays dont la Russie, l'UE et la Ligue arabe.

C.– La Russie

Après les vifs reproches suscités par la guerre en Tchétchénie de la part des États musulmans, la Russie a renoué des liens avec le Moyen-Orient en s'opposant à la guerre d'Irak, en 2003. L'engagement en Syrie et le soutien apporté à Bachar el-Assad ont contribué à reconsidérer son rôle dans la région. Alors que l'Arabie saoudite et le Qatar se montrent encore réticents, les EAU sont sur le point de se rallier à la position de Moscou sur l'avenir de la Syrie et à participer à la reconstruction du pays.

Dans sa progression vers l'océan Indien, l'Union soviétique avait été présente dans la Corne de l'Afrique, ayant des accords avec la Somalie et l'Éthiopie, jusqu'à ce que le conflit en Ogaden lui fasse choisir Addis-Abeba qu'elle a continué à soutenir dans son conflit avec l'Érythrée. Les relations se sont distendues avec la chute de l'URSS. En 2008, l'Afrique figurait encore en avant-dernière position des priorités du Kremlin. L'intérêt est donc récent, sans doute motivé par la présence croissante des autres grandes puissances.

Elle cherche à prendre pied dans cette zone stratégique de l'Afrique de l'Est, qui contrôle les voies maritimes entre la région productrice de pétrole dans le Golfe, d'un côté, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie, de l'autre. La volonté russe d'établir sa propre base, et de rivaliser ainsi avec les autres grandes puissances présentes dans cette région, n'est plus à prouver. En 2014, Moscou avait demandé officiellement à

Djibouti d'établir une base militaire sur sa côte bordant le détroit de Bab-el-Mandeb. La demande russe a toutefois reçu une fin de non-recevoir, après l'intervention des États-Unis développée précédemment.

Les spéculations vont bon train sur l'endroit que la Russie choisirait pour établir sa base maritime. Moscou semble hésiter entre plusieurs emplacements et peser les pour et les contre de chacun d'eux, au moment où divers pays de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique se précipitent pour décrocher le « trophée ». Car le choix que ferait la Russie en faveur d'un pays signifierait, non seulement des revenus générés et des infrastructures construites, mais aussi un soutien politique de Moscou au régime en place.

Premier pays dans la course : l'Érythrée. Le 31 août 2018, la Russie a annoncé qu'elle construirait dans ce pays une base « logistique » sur la mer Rouge. Sans préciser ni le lieu ni la date de la réalisation du projet, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est contenté d'indiquer, lors d'un entretien à Sotchi, en Russie, avec son homologue érythréen, Osman Saleh Mohammed, qu'il visait à stimuler les investissements russes en Érythrée dans les secteurs du commerce et des infrastructures, ajoutant que le Kremlin encouragera les entreprises russes à participer à des projets africains, notamment la construction de corridors de transport régionaux et de pipelines transfrontaliers⁵⁶.

Pour sa part, l'ancien régime du Président Omar Hassan Al-Béchir au Soudan cherchait activement ces dernières années à convaincre la Russie d'établir une base militaire sur sa rive. Isolé diplomatiquement, sous la coupe de deux mandats d'arrêt internationaux émis en 2009 et 2010 par la Cour pénale internationale pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour, affaibli politiquement par la séparation du Soudan du Sud en juillet 2011 et contesté à l'intérieur de son pays, Al-Béchir était en quête d'alliés extérieurs. La Russie, principale pourvoyeuse d'armes au Soudan, était son premier choix.

En janvier 2018, la Russie et le Soudan se sont entendus sur un projet d'accord militaire qui pourrait ouvrir la voie à l'établissement d'une base militaire russe sur la côte soudanaise de la mer Rouge. Le Premier ministre russe, Dmitry Medvedev, a approuvé ce projet d'accord visant à faciliter les procédures d'entrée des bâtiments de guerre dans les ports des deux pays. Bien que l'accord ne prévoie pas de construction d'une base militaire russe au Soudan, le président de la commission de la défense, de la sécurité et de l'ordre public au Parlement soudanais, Al-Hadi Adam Moussa, a estimé que le

⁵⁶ Abdi Latif Dahir, « Russia is the Latest World Power Eyeing the Horn of Africa », *Quartz Africa*, 4 September 2018, <https://qz.com/africa/1377434/russias-sergey-lavrov-confirms-plans-for-logistics-base-in-eritrea>. « Russia In Talks With Eritrea To Set Up 'Logistics Center' On Red Sea Coast », *RadioFreeEuropeRaioliberty*, 1 September 2018, <https://www.rferl.org/a/russia-talks-eritrea-set-up-logistics-center-red-sea-coast-lavrov/29464939.html>

Soudan, à l'instar d'autres pays de la région, a le droit d'autoriser l'établissement d'une base militaire russe sur son territoire⁵⁷. En novembre 2017, lors d'une rencontre avec le président Vladimir Poutine à Sotchi, son homologue soudanais a proposé l'établissement d'une base russe sur la rive soudanaise de la mer Rouge, en contrepartie de l'équipement de l'armée soudanaise d'armes russes, notamment des chasseurs avancés SU-30 et des missiles sol-air⁵⁸. L'armée de l'Air soudanaise est principalement composée d'avions de combat russes et la majeure partie de son équipement est fournie traditionnellement par la Russie.

Al-Béchir a également proposé à Poutine que le Soudan soit la porte d'entrée de la Russie vers l'Afrique et invité les entreprises russes à participer au développement de son industrie pétrolière. Dans ce cadre, le gouvernement soudanais a proposé aux sociétés énergétiques russes plusieurs sites pétroliers ainsi que des champs en cours de développement par d'autres sociétés étrangères. Rosneft, Gazprom, Lukoil et Tatneft ont été parmi les entreprises russes invitées par le gouvernement à exploiter les ressources pétrolières du Soudan.

« L'option soudanaise » est dorénavant gelée depuis la destitution du président Al-Béchir par l'armée le 11 avril 2019, après quatre mois de manifestations populaires contre son régime, au pouvoir depuis 1989.

Enfin, en avril 2018, la Russie avait annoncé son intention de créer une base navale dans le port de Zeila au Somaliland, un État autoproclamé mais non reconnu par la communauté internationale⁵⁹. Situé sur le golfe d'Aden et proche de la frontière avec Djibouti, Zeila est à petite distance des bases chinoise et américaine. Une délégation russe s'était rendue dans la capitale Hargeisa pour discuter avec les responsables du Somaliland la construction de cette base qui accueillerait 1 500 hommes, des navires de guerre et des sous-marins. En échange de l'établissement de la base, Moscou reconnaîtrait le Somaliland et formerait ses forces armées⁶⁰.

Si le projet de la Russie de construire une base militaire dans la Corne de l'Afrique prend corps, elle sera sa première base en Afrique depuis l'époque de la Guerre froide. Elle constituera une avancée majeure dans la matérialisation de l'ambition de Poutine visant à ressusciter la puissance de la marine du temps de l'Union soviétique et

⁵⁷ « Sudan Says Russia could set up military base on Red Sea », *Sudan Tribune*, 12 January 2019, <http://www.sudantribune.com/spip.php?article66908>

⁵⁸ Marcel Plichta, « Why Russia Is Standing By Sudan's Bashir », *World Politics Review*, 29 March 2019, <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/27714/why-russia-is-standing-by-sudan-s-bashir>

⁵⁹ « UK, Russia and UAE scramble to set up military bases in Somaliland », *Daily Nation*, 8 January 2019, <https://www.nation.co.ke/news/africa/UK--Russia-and-UAE-scramble-to-set-up--bases-in-Somaliland/1066-4926388-fo30xt/index.html>

⁶⁰ « The return of Russia to Africa », *New African*, 12 novembre 2018, <https://newafricanmagazine.com/news-analysis/politics/the-return-of-russia-to-africa/>

recouvrer le rang mondial que celle-ci détenait pendant la Guerre froide. Prendre pied dans la Corne de l'Afrique permettrait ainsi à la Russie une projection de sa puissance en Afrique, au Moyen-Orient ainsi que sur les routes stratégiques de navigation entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord, au moment où elle cherche à assurer sa place dans la course à l'influence et à la prépondérance avec les États-Unis et la Chine.

D.– L'Inde

Pour l'Inde, l'océan éponyme qui l'entoure est son domaine privilégié ; elle doit en contrôler les accès dont Bab-el-Mandeb fait partie. Elle s'oppose à ce qu'elle considère comme une tentative d'encercllement de la part de la Chine avec l'extension du « collier de perles » qui accompagne celle des Routes de la Soie.

L'Inde a de nombreux ressortissants dans les pays du Golfe (7,6 millions). Elle est aussi engagée dans une lutte d'influence et une compétition économique avec la Chine dans la région. Les pays du Golfe fournissent 42 % de l'approvisionnement énergétique de l'Inde et les échanges commerciaux s'élevaient à 104 milliards de dollars en 2017-2018, davantage qu'entre l'Inde et l'ASEAN (82 milliards de dollars). Aux nouvelles Routes de la Soie, l'Inde oppose l'*Asia-Africa Growth Corridor* (AAGC) qu'elle a lancé avec le Japon. Cette concurrence se fait sans hostilité, pour le moment, mais les deux camps affichent clairement une différence d'approche – celle de l'Inde étant moins intrusive. Elle a passé des accords avec Djibouti, dont elle a fait le port d'entrée vers l'Éthiopie et le Soudan du Sud où elle a déployé plus de 2 300 hommes au sein de la MINUSS. L'Inde investit également en Éthiopie où elle développe le *Pan-African e-Network Project*, focalisé sur la télé-éducation et la télémédecine. Sans atteindre les montants proposés par la Chine, l'Inde a annoncé 10 milliards de dollars d'investissements entre 2015 et 2020, principalement en Éthiopie.

L'Inde a signé un accord de partenariat stratégique avec l'Arabie saoudite (2006 et en 2010) pour lutter contre le terrorisme. Les relations concernent également la Défense avec la participation conjointe à des exercices navals et la formation de personnels. La Marine indienne participe à la lutte contre la piraterie depuis octobre 2008. Les chefs d'état-major des Marines du Golfe sont membres de l'*Indian Ocean Naval Symposium* (IONS). Les liens sont particulièrement développés avec Oman.

Avec l'Iran, l'Inde a des relations séculaires qui souffrent actuellement de l'embargo exigé par les Américains. L'Inde a dû réduire ses importations de pétrole et de gaz ; elle s'est investie dans le port iranien de Chahabar. Une solution identique à celle que développe l'UE pour continuer d'échanger avec l'Iran, pourrait lui permettre de contourner cet embargo.

La ruée sur la mer Rouge :
la dimension militaire des enjeux et la stratégie des nouveaux acteurs

E.– Le Japon

La politique indienne s'efforce ainsi de maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des pays de la région et ne souhaite pas prendre parti dans leurs différends⁶¹.

La présence du Japon en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, jusque-là liée à des intérêts économiques et à l'aide apportée par la *Japan International Cooperation Agency* (JICA), a été renforcée par un volet militaire au printemps 2009. En mars 2009, le gouvernement japonais a pris la décision d'envoyer un groupe aéronaval (2 Destroyers et 2 P3C) participer à la protection du trafic maritime au large de la Somalie, au sein de la CTF-151 sous commandement américain. Cette décision était aussi motivée par la présence de la Marine chinoise dans la zone depuis décembre 2008.

En 2011, le gouvernement japonais décide d'ouvrir une base à Djibouti et d'envoyer un bataillon au sein de la MINUSS au Soudan du Sud où il a des intérêts pétroliers. Ce détachement sera maintenu malgré le déclenchement de la guerre civile dans le pays, après son indépendance, pour une mission baptisée « *rush and rescue* » visant à secourir les organisations internationales et sera mise à contribution pour évacuer des civils en juillet 2016 avec le renfort de trois C130.

Pour certains experts, cette montée en puissance militaire du Japon, s'affranchissant progressivement des contraintes imposées depuis la Seconde guerre mondiale, est une réponse à l'activisme chinois. D'autres y voient le jeu des États-Unis qui poussent le Japon à se réarmer et à adopter une attitude plus « musclée » qu'un « pacifisme proactif ».

F.– L'Union européenne

La mise à jour 2018 du Plan d'action de la Stratégie maritime de l'Union européenne intègre un développement particulier pour les régions maritimes d'intérêt prioritaire dont font partie la Corne de l'Afrique et la mer Rouge.

Le 8 décembre 2008, l'UE avait décidé l'envoi d'une force navale européenne pour protéger les navires du Programme alimentaire mondial qui ravitaillait la Somalie ainsi que le trafic commercial contre la piraterie dans le nord-ouest de l'océan Indien. Prolongée régulièrement jusqu'en 2020, l'opération Atalante a rempli sa mission, puisque les attaques de pirates ont pratiquement disparu depuis 2014, et a vu sa mission élargie à la protection des navires ravitaillant l'AMISOM et la protection des zones de pêche somaliennes.

⁶¹ Au Manama dialogue organisé à Bahreïn par l'IISS, en décembre 2017, le ministre des Affaires étrangères indien M.J. Akbar décrivait les relations avec les pays du Golfe comme « non-descriptive, non-intrusive, non-judgemental and non taking side in intra-regional disputes » - Rahul Roy-Chaudhury – IISS – August 29, 2018.

En 2010, l'UE complète Atalante par une mission de formation EUTM-S d'un embryon d'armée somalienne et, en 2012, EUCAP-Nestor qui deviendra EUCAP Somalia en 2016, chargée de développer une filière de sécurité maritime en Somalie, incluant le Somaliland. D'autres programmes, plus larges, ont été développés pour la sécurité maritime : MASE, pour l'ouest de l'océan Indien et CRIMARIO, pour la lutte contre la piraterie.

En 2011, un document stratégique pour la Corne de l'Afrique⁶² fixait les objectifs de l'action de l'UE, dans la région, basée sur la paix, la stabilité et la sécurité, la prospérité et l'existence de gouvernements fiables. L'UE soutenait le Code de Conduite de Djibouti, initié par l'Organisation maritime internationale (OMI) en janvier 2009, et révisé en 2017 lors de la réunion de Djeddah. La sécurité du trafic maritime impliquait l'établissement d'un environnement permettant l'échange d'informations maritimes avec la création de centres de fusion de ces informations en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Un Représentant spécial de l'UE pour la Corne de l'Afrique a été désigné, M. Alexander Rondos, et le document stratégique a été complété par un Plan d'action contre le terrorisme pour la Corne de l'Afrique et le Yémen.

En octobre 2015, le Conseil européen adoptait un Plan d'action⁶³ pour la Corne de l'Afrique 2015-2020. Ce plan fixait les priorités suivantes : la sécurité et la stabilité de la région, la lutte contre les migrations, lutte contre la radicalisation et l'extrémisme, jeunesse et emploi, les droits de l'Homme, la démocratie et le respect de la Loi.

L'Union européenne apporte également son concours aux initiatives de paix dans la région. Un fonds initial de 20 millions d'euros a été alloué à l'Érythrée, en février 2019, pour la réhabilitation des routes entre l'Éthiopie et les ports de Massawa et d'Assab. L'Éthiopie a bénéficié aussi d'un fonds d'aide de 1,5 milliard d'euros sur la période 2014-2020 auquel s'ajoutent un montant de 260 millions d'euros au titre de l'*EU Emergency Trust Fund for Africa (2015-2018)* pour lutter contre les causes des migrations et des aides humanitaires de 381 millions d'euros pour couvrir les catastrophes naturelles et l'accueil de réfugiés, depuis 2014. L'UE est aussi l'un des premiers partenaires commerciaux du pays avec 3,3 milliards d'euros d'échanges commerciaux.

Au Yémen, l'UE soutient l'action du Représentant spécial de l'ONU et a fourni une aide humanitaire de plus de 315 millions d'euros depuis 2015.

Mise à part sa contribution à la lutte contre la piraterie, à la reconstruction en Somalie et à la fourniture d'aides aux différents pays en difficulté, la présence de l'UE reste assez peu visible et son influence limitée. Pour preuve, le premier sommet entre l'UE et la Ligue arabe vient d'avoir lieu en février 2019 et le prochain n'est prévu qu'en 2022.

⁶² Strategic framework for the Horn of Africa.

⁶³ Council conclusions on the EU Horn of Africa Regional Action Plan 2015-2020 – 26 October 2015.

Si l'idée d'une coopération accrue était partagée, les différences demeurent sur la question des droits de l'Homme et sur les relations avec l'Iran.

G.– La France

L'action de la France dans la région repose sur la présence militaire des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ), la base d'Abou Dhabi, une présence permanente de forces navales dans l'ouest de l'océan Indien et une participation de deux observateurs au sein de la FMO dans le Sinaï. La France est engagée également dans l'opération *Chammal* contre l'État islamique.

Les ventes d'armes sont un élément important de l'influence française dans la région. L'Arabie saoudite, le Qatar, l'Égypte et les EAU figurent parmi les premiers acheteurs d'armement avec plus de 30 milliards d'euros de commandes entre 2008 et 2017⁶⁴ et le Moyen-Orient représente 40 % du montant global des commandes pendant la période. Ces ventes lui sont reprochées en raison de l'utilisation de ces armes dans le conflit yéménite.

Sur le plan diplomatique, l'option initiale adoptée sur la guerre en Syrie s'est avérée une impasse. L'opération *Chammal* a permis de rester impliqué dans la région en combattant Daech et en poursuivant la formation de l'armée irakienne. La France entretient des relations avec l'ensemble des pays de la région et le récent voyage du Président Macron en Éthiopie et à Djibouti a permis de lancer une dynamique dans une période favorable. La participation de la France à la renaissance d'une Marine éthiopienne est un retour de l'histoire, comme l'est d'une certaine façon la rénovation, par la Chine, de la voie ferrée entre Djibouti et Addis-Abeba.

Présente dans la Corne de l'Afrique depuis l'époque coloniale, la France se trouve aujourd'hui malmenée par l'arrivée massive de nouvelles puissances mondiales. Sa base militaire à Djibouti, sur le golfe d'Aden, a été établie en 1894 au moment de la création du protectorat de la Côte française des Somalis. La base servait alors à protéger les intérêts français au Moyen-Orient et faisait office de station de ravitaillement pour les navires à destination et en provenance de l'Indochine française⁶⁵. Le jour de l'indépendance du Djibouti, le 27 juin 1977, les deux pays signent un protocole de coopération militaire faisant de la France la garante de l'indépendance, de la sécurité et de l'intégrité territoriale du nouvel État. Conformément à cet engagement, la présence militaire française à Djibouti a servi à prévenir les visées bellicistes de l'Éthiopie dans les années 1980 et aidé le gouvernement djiboutien à faire face aux attaques des rebelles locaux de 1991 à 2001.

⁶⁴ Source : rapport au Parlement 2018 sur les exportations d'armement de la France.

⁶⁵ Stephen Burgess, « Military Intervention in Africa: French and US Approaches Compared », *Journal of European, Middle Eastern, and African Affairs*, Spring 2019, p. 74.

Les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) servent plusieurs objectifs. Elles garantissent l'intégrité territoriale et la sécurité de ce pays, conformément aux dispositions du traité franco-djiboutien de coopération en matière de défense, qui a remplacé le 21 décembre 2011 le protocole de coopération militaire (voir infra). La France dispose grâce aux FFDJ d'une base militaire avancée en vue de maintenir sa position en Afrique de l'Est, au Moyen-Orient et dans l'océan Indien. Elle lui permet de surveiller la sécurité du trafic maritime, militaire et commercial, à travers le détroit de Bab-el-Mandeb⁶⁶, un passage stratégique par lequel transite presque l'intégralité du trafic commercial entre l'Asie et l'Europe ainsi qu'une grande partie des approvisionnements énergétiques de la région du Golfe vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

La base de Djibouti sert les intérêts de la France en Afrique et au Moyen-Orient. Une partie des FFDJ se voit dépêchée dans des zones de conflit sur le continent noir, comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. De même, les capacités de transport aérien de la base ont été sollicitées au début de l'opération Serval, menée au Mali de janvier 2013 à juillet 2014. Les FFDJ jouent également un rôle important dans les opérations de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden, dans le cadre de l'opération Atalante menée par la force navale européenne EUNAVFOR. Enfin, la base de Djibouti offre à l'armée française un laboratoire ou un terrain d'entraînement sans comparaison en raison des conditions climatiques proches des environnements arides et semi-arides auxquels elle est souvent confrontée⁶⁷.

La France était seule sur le territoire djiboutien, ce qui constituait un élément de puissance indéniable, jusqu'à l'arrivée dans les années 2000 de puissances de rang mondial, à commencer par les États-Unis, qui créent en 2002 leur première base militaire en Afrique dans le cadre de leur guerre globale contre le terrorisme. Ils seront suivis en particulier par la Chine, qui établit en 2017 sa première base militaire à l'étranger. Entre-temps, les effectifs français à Djibouti n'ont cessé de baisser pour répondre aux besoins de coupes budgétaires, mais aussi aux nécessités de redéploiement des forces françaises à l'étranger. De 4 300 militaires en 1978, les FFDJ ont été réduites à 2 400 dans les années 2000, avant d'arriver au seuil actuel de 1 450 hommes, le minimum selon l'armée française pour assurer les engagements sécuritaires compris dans l'accord de défense de décembre 2011. Cet accord « rénové », qui a remplacé celui de 1977, répond à l'engagement pris par l'ancien président Nicolas Sarkozy en 2008, afin de revoir la coopération militaire entre la France et huit de ses anciennes colonies africaines. L'accord, qui se veut débarrassé des clauses secrètes, traduit la volonté du gouvernement français de revoir à la baisse ses engagements vis-à-vis de Djibouti et exclut

⁶⁶ Zach Vertin, « Red Sea rivalries », *Foreign Affairs*, 15 January 2019, <https://www.foreignaffairs.com/articles/east-africa/2019-01-15/red-sea-rivalries>

⁶⁷ Alain Henry de Frahan, « La France à Djibouti face au renforcement chinois », *ASAF*, 2 juillet 2018, <https://www.asafrance.fr/item/geopolitique-la-france-a-djibouti-face-au-renforcement-chinois.html>

toute intervention automatique de Paris au cas où le pouvoir en place se trouverait menacé⁶⁸.

Déjà en juin 2008, au moment de l'éclatement du conflit frontalier entre Djibouti et l'Érythrée au Cap Douméra, point littoral de la frontière entre les deux pays, la France écarte d'emblée une intervention directe de ses troupes stationnées sur le territoire djiboutien. Des informations fuitées indiquent que les responsables français étaient très inquiets de voir Djibouti invoquer l'accord de défense de 1977. Afin d'éviter une demande de combat, ils fournissent rapidement aux forces djiboutiennes un soutien logistique important (transport de troupes et de matériel, évacuation de blessés, etc.) et de renseignements (imagerie satellite, survols aériens). Paris a procédé ensuite à la renégociation de sa coopération en matière de défense avec Djibouti, conformément aux recommandations du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale du 17 juin 2008, qui ont préconisé une série de mesures stratégiques et de réduction des coûts, notamment une importante révision des forces en Afrique et la fermeture de bases en Afrique de l'Ouest. C'est ainsi que les accords de défense conclus avec toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique ont été renégociés et le rôle de la base de Djibouti dans la projection de la puissance française revu à la baisse.

Conformément aux nouvelles priorités, la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère, basée à Djibouti depuis les années 1960, a été transférée à Abou Dhabi, aux EAU⁶⁹. Dans un souci de se rapprocher des zones de crise potentielles, la France crée le 1^{er} septembre 2008 la base aérienne 104 de l'armée de l'Air française, dans l'enceinte de la base militaire émiratie d'Al-Dhafra. Sa création intervient dans le cadre d'une réorganisation d'ensemble du dispositif français d'intervention qui le fait basculer de l'Afrique de l'ouest vers l'axe golfe Persique-océan Indien. La dimension politique y est bien présente puisque cette réorientation répond aux dispositions de l'accord franco-émirati du 18 janvier 1995 par lequel la France s'engage à défendre la souveraineté des EAU. Ceci explique que cette « base interarmées permanente » dispose des moyens, de commandement en particulier, qui lui permettent d'accueillir un corps expéditionnaire important dans le cadre d'une intervention en coalition.

Désormais, le dispositif d'intervention militaire français s'appuie principalement sur trois bases opérationnelles avancées, situées à Djibouti, Abidjan (Côte d'Ivoire) et Abou Dhabi, et deux centres de coopération à Dakar (Sénégal) et Libreville (Gabon), ainsi que de nombreux autres déploiements et opérations, à l'instar du déploiement

⁶⁸ « Nouveau traité de défense entre la France et Djibouti », RFI, 22 décembre 2011, <http://www.rfi.fr/afrique/20111222-nouveau-traite-defense-entre-france-djibouti>

⁶⁹ David Styan, « Djibouti: Changing Influence in the Horn's Strategic Hub », *Chatham House*, 1 April 2013, p. 11.

français dans la base aérienne du Prince Hassan, au nord-est de la Jordanie⁷⁰. Depuis la fin de 2014, six Mirage 2000-D de la 3^e escadre de chasse de l'armée de l'Air sont déployés sur cette base aérienne projetée. Ces avions étaient utilisés dans le cadre des missions de l'opération *Chammal* contre l'organisation terroriste de l'État islamique en Syrie et en Irak, notamment lors du raid du 15 novembre 2015 qui a fait suite aux attentats du 13 novembre 2015 en France. En octobre 2017, quatre chasseurs Rafale de l'armée de l'Air et quatre Rafale M de l'Aéronautique navale y sont basés.

Dans les années 1980, les dépenses militaires directes et indirectes de la France, ainsi que ses capitaux privés, représentaient la part du lion du secteur formel de l'économie de Djibouti. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, même si la France continue d'investir dans le secteur djiboutien de l'éducation, notamment dans l'enseignement secondaire. La baisse des effectifs et le changement de la composition des FFDJ ont considérablement réduit la contribution économique de la France. Plus important encore pour l'économie de Djibouti, les affectations familiales au sein des FFDJ ont été réduites et les rotations de troupes ont été accélérées, ce qui a considérablement diminué les dépenses des Français sur le marché local. Aujourd'hui, c'est la Chine qui a supplanté la France en tant que puissance économique dominante. 77 % de la dette publique de Djibouti ont été contractées auprès du géant asiatique.

Les FFDJ stationnées dans le camp Monclar représentent, malgré la baisse d'effectifs, la base militaire la plus grande de pré-positionnement de l'armée française à l'étranger. Elles consistent en une base aérienne abritant 4 Mirage 2000-D de défense aérienne, un avion de transport tactique C-160 Transall et 2 hélicoptères Puma, un détachement de l'Aviation légère de l'armée de Terre (Detalat) composée de trois hélicoptères, 2 Puma et une Gazelle, d'une base navale et d'un régiment interarmes outre-mer. Avec une force de 580 militaires, ce régiment est structuré en un groupement tactique interarmes (GTIA) combinant diverses composantes. Ces forces sont principalement destinées à augmenter la capacité de projection militaire de la France, à la fois en volume et en vitesse. Depuis la base aérienne de Djibouti, les militaires français se trouvent à quelques minutes du Yémen, de la Somalie et à proximité de la base française en Jordanie et de celle établie aux EAU. La France dispose également de petits avant-postes militaires et pistes d'atterrissage ailleurs dans le pays, ainsi que des postes de reconnaissance aux frontières maritimes, y compris à Ras Douméra et à Ras Bir, dans la région d'Obock (nord-est).

La France a perdu progressivement à partir des années 1990 sa position dominante dans l'économie de Djibouti. Elle est désormais supplantée par la Chine. Elle a perdu de son poids politique et militaire après la révision de ses engagements juridiques vis-à-

⁷⁰ Laurent Lagneau, « Le chef d'état-major des armées ne veut pas « lâcher un pouce de terrain » à Djibouti », Opex360.com, <http://www.opex360.com/2017/12/15/chef-detat-major-armees-ne-veut-lacher-pouce-de-terrain-a-djibouti/#>

vis du gouvernement djiboutien, mais surtout en raison de la baisse et de la recombinaison de ses troupes stationnées dans le pays et l'arrivée massive de puissances mondiales qui ont établi des bases militaires permanentes sur le sol djiboutien. En dépit de ces évolutions, la France garde encore des atouts à Djibouti. Elle entretient des relations historiques et étroites, y compris linguistiques, avec l'élite dirigeante et les forces armées de Djibouti, dont elle a participé à la formation. Bien que ses engagements juridiques aient été revus à la baisse dans l'accord de défense de 2011, la France maintient des responsabilités militaires très importantes. Elle reste juridiquement la garante de la sécurité de Djibouti, y compris de son espace aérien et maritime, même si l'automatisme de son intervention a été supprimé.

À ce titre, elle participe à une vaste coopération en matière de renseignement et logistique avec les États-Unis, ainsi qu'avec la force multilatérale européenne opérant au large du pays, dans le cadre de la lutte contre la piraterie. Son rôle est renforcé par son statut de base logistique pour les navires et le personnel de l'opération Atalante qui vise à sécuriser le golfe d'Aden et l'océan Indien. L'engagement de la France dans une coopération accrue avec les forces américaines et européennes est facilité par sa réintégration dans la structure de commandement de l'OTAN depuis 2009. En juillet 2012, la France et les États-Unis ont signé un accord visant à renforcer la coopération logistique aérienne entre leurs forces à Djibouti. Celles-ci rendent régulièrement compte publiquement des missions conjointes menées à Djibouti, ainsi qu'en dehors du pays.

Au-delà de sa présence à Djibouti, la France cherche à profiter de la nouvelle dynamique dans la Corne de l'Afrique créée par l'arrivée au pouvoir en Éthiopie du réformateur Abiy Ahmed. Lors d'une tournée en Afrique de l'Est qui l'avait mené successivement à Djibouti, en Éthiopie et au Kenya, en mars dernier, le président Emmanuel Macron a signé, le 13, à Addis-Abeba un accord-cadre de coopération en matière de défense pour équiper et former, entre autres, la future marine militaire de l'Éthiopie. Les forces françaises à Djibouti devraient y contribuer⁷¹. Comme indiqué, le nouveau Premier ministre éthiopien veut ressusciter la flotte militaire éthiopienne pour défendre les intérêts économiques et commerciaux croissants de son pays. La Marine éthiopienne a été démantelée après la scission et l'indépendance de l'Érythrée en 1993 qui a fait de son puissant voisin un pays enclavé.

Pour mieux projeter sa puissance dans la région de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique, la France cultive une coopération militaire avec d'autres pays de la région, comme c'est notamment le cas avec l'Égypte, un pays avec lequel Paris entretient de forts liens politiques et militaires. Les marines des deux pays organisent régulièrement

⁷¹ Patrick Forestier, « France-Éthiopie : ce que contient l'accord de défense signé par Macron et Ahmed », *Le Point*, 13 mars 2019, https://www.lepoint.fr/economie/france-ethiopie-en-quoi-consiste-l-accord-de-defense-signe-entre-les-deux-pays-13-03-2019-2300692_28.php

des exercices navals conjoints en mer Rouge. En 2018, trois exercices ont eu lieu en février, juillet et décembre portant sur la sécurisation du transport maritime et la lutte contre le terrorisme. Plusieurs et importantes unités navales y ont pris part, notamment un porte-hélicoptères de classe Mistral, des frégates, des lance-roquettes et des avions anti-sous-marins.

Les défis dans la région sont considérables avec la reconstruction de l'Irak et demain de la Syrie, l'apaisement du conflit entre Israël et la Palestine, la réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée à pérenniser, la juste répartition des eaux du Nil, l'avenir de la Somalie et la fin du conflit yéménite... La France et l'UE peuvent servir d'intermédiaires précieux dans la résolution des crises qui ont affecté cette région depuis trop longtemps. Le lien maintenu avec l'Iran, des relations entretenues avec l'ensemble des acteurs présents dans la région dont l'intérêt commun est la sécurité de la mer Rouge, une présence ancienne à Djibouti qui n'est pas contestée sont autant d'atouts qu'il serait coupable de ne pas mettre à profit.

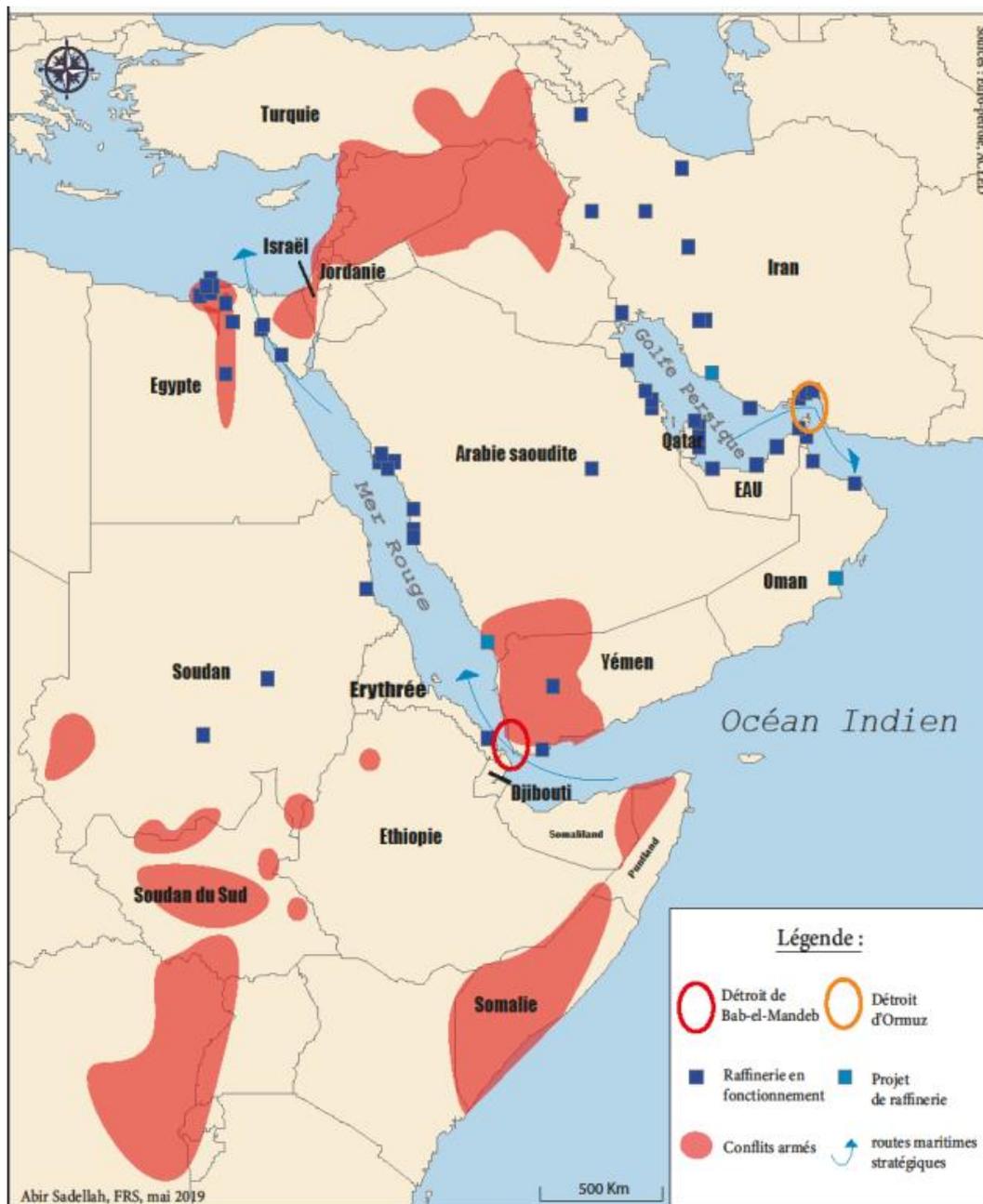
CONCLUSION

La mer Rouge est donc un théâtre compliqué où les jeux d'alliances se télescopent. Les récents accords laissent entrevoir des perspectives favorables, mais la fragilité de ces États et la volatilité des adhésions internes peuvent rebattre les cartes. Si l'Iran apparaît isolé aujourd'hui, il n'est pas sûr que sa mise au ban par les États-Unis et certains pays du Golfe ne provoque pas d'autres séismes. La chute de l'État islamique en Syrie ne signifie pas la mort de ses ramifications dans plusieurs pays. Il est donc essentiel de rester vigilant et de maintenir un lien avec l'ensemble des acteurs.

La création d'un Forum de la mer Rouge est une vieille idée qui ne s'est jamais concrétisée. L'initiative vient d'être relancée par l'Égypte et recueille l'assentiment de l'Union africaine, de l'Union européenne et des États-Unis. Pour cela, le rétablissement de la paix au Yémen est indispensable. Seule une action concertée de l'UE, d'Oman et de l'Inde auprès de l'Iran et des Houthis, des États-Unis auprès de l'Arabie saoudite et des EAU et de ces deux pays sur le gouvernement yéménite, pourrait permettre d'aboutir à une solution politique⁷².

⁷² « 10 conflicts to watch in 2019 » – Robert Malley in *Foreign Policy* – December 28, 2018.

Annexe 1 CARTE DES INTERETS GEOSTRATEGIQUES DE LA MER ROUGE



Annexe 2 CARTE DES INFLUENCES EXTERIEURES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

